

Aujourd'hui: Pluie cessant en mi-journée nuageux avec averses dispersées vents modérés par moments
Minimum 18° Maximum 24°
Demail: Degagement.

DETAILS PAGE A2

LES SPÉCIALISTES DU SKI
OBERSON
L'Équipement de Ski
L'Équipement de Neige
L'Équipement de Sécurité
L'Équipement de Voyage

Aujourd'hui



B5 MOSTRA 87

Un petit chef-d'oeuvre de la réalisatrice Mireille Dansereau, *Le sourd dans la ville*, surpris au Festival des films de Venise.

B1 ÉLECTIONS?

Le Parti conservateur invite ses membres, au Québec, à être prêts pour des élections générales des printemps prochains.

D1 ÉCONOMIE

Normick-Perron devient le leader canadien du panneau gaufre en achetant \$50 millions une usine de Val d'Or, Panofar.

Sommaire

Annonces classées	B10, B11, D3, D12 à D15, E1 à E7
Arts et spectacles	informations B5 à B8
horaires	E11
Bandes dessinées	D14
Bridge	C6
Carrières et pro.	A8 à A11
Deces, etc.	E9
Economie	D1 à D11
Etes-vous observateur?	B10
Feuilleton	D15
Horoscope	B11
Le monde	C8
Mots croisés	E5
"Mot mystère"	E2
Television	B5, B6
Vivre aujourd'hui	Consumm./Alim. C1 à C7

TABLOID SPORTS	
Mots croisés	14
Rejean Tremblay	5

AU FAT, QUI VA PAYER LA NOTE D'HOTEL DE L'EX-PRESIDENT DU BURUNDI ?



ON VA EFFACER CETTE QUESTION OÙ! COMME LA DETTE AFRICAINE.

La vente de Quebecair ne rapporte que \$5 millions au gouvernement

Ce montant représente la moitié seulement de la somme promise

GILBERT BRUNET
du bureau de La Presse
QUÉBEC

En bout de piste, après 13 mois d'ajustements entre la promesse de vente et le contrat notarié, le gouvernement du Québec ne touchera que \$5 millions de la vente de Quebecair, la moitié de la somme promise en juillet 1986.

En conférence de presse hier, dans la même salle où les mêmes personnes annonçaient il y a 13 mois la vente au groupe Nordair-Metro, les ministres responsables du dossier ont,

avec les acquéreurs, fait état des nouveaux termes de l'entente, conclue en soirée vendredi dernier.

«Le dossier Quebecair était un merdier épouvantable», ont dit à tour de rôle MM. Marc-Yvan Côté, ministre des Transports, et son collègue délégué à la Privatisation, M. Pierre Fortier. «Une gestion douteuse, des données cachées à l'actionnaire majoritaire — le ministre des Finances. Le moins qu'on puisse dire, c'est que nous n'avons pas eu la qualité d'information souhaitée à partir du moment où, comme gouvernement, nous avons décidé de privatiser Quebecair», ont dit MM. Côté et Fortier.

Les termes de la nouvelle entente satisfont le gouvernement quant à ses objectifs fondamentaux, ont-ils ajouté:

Quebecair est la propriété et est «opérée» par le secteur privé; des dettes de moins pour le Trésor public;

les employés de Quebecair pourront participer, jusqu'à concurrence de 20 p. cent, à la propriété du capital-actions de l'entreprise; cette offre fait partie de «l'offre finale et globale» que Quebecair transmettait, vendredi soir également, à ses deux groupes d'em-

VOIR VENTE EN A 2

Kohl se rendra en RDA

M.P. et Reuter
BONN

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, après cinq heures de pourparlers sans précédent à Bonn avec le numéro un de l'Allemagne communiste Erich Honecker, a accepté une invitation à se rendre en RDA, à une date et selon un programme qui n'ont pas encore été déterminés.

L'annonce de cette future visite est contenue dans le communiqué commun publié hier après les entretiens officiels de M. Honecker dans la capitale ouest-allemande, pendant deux jours pavés aux couleurs des deux Allemagnes.

Trois accords bilatéraux de coopération ont également été signés, dans les domaines de la protection de l'environnement, de la surveillance de la radioactivité nucléaire et de la coopération scientifiques et techniques.

La RDA s'est aussi engagée à faciliter les déplacements des Allemands de l'Est en âge de travailler en RFA et la diffusion de publications ouest-allemandes en RDA.

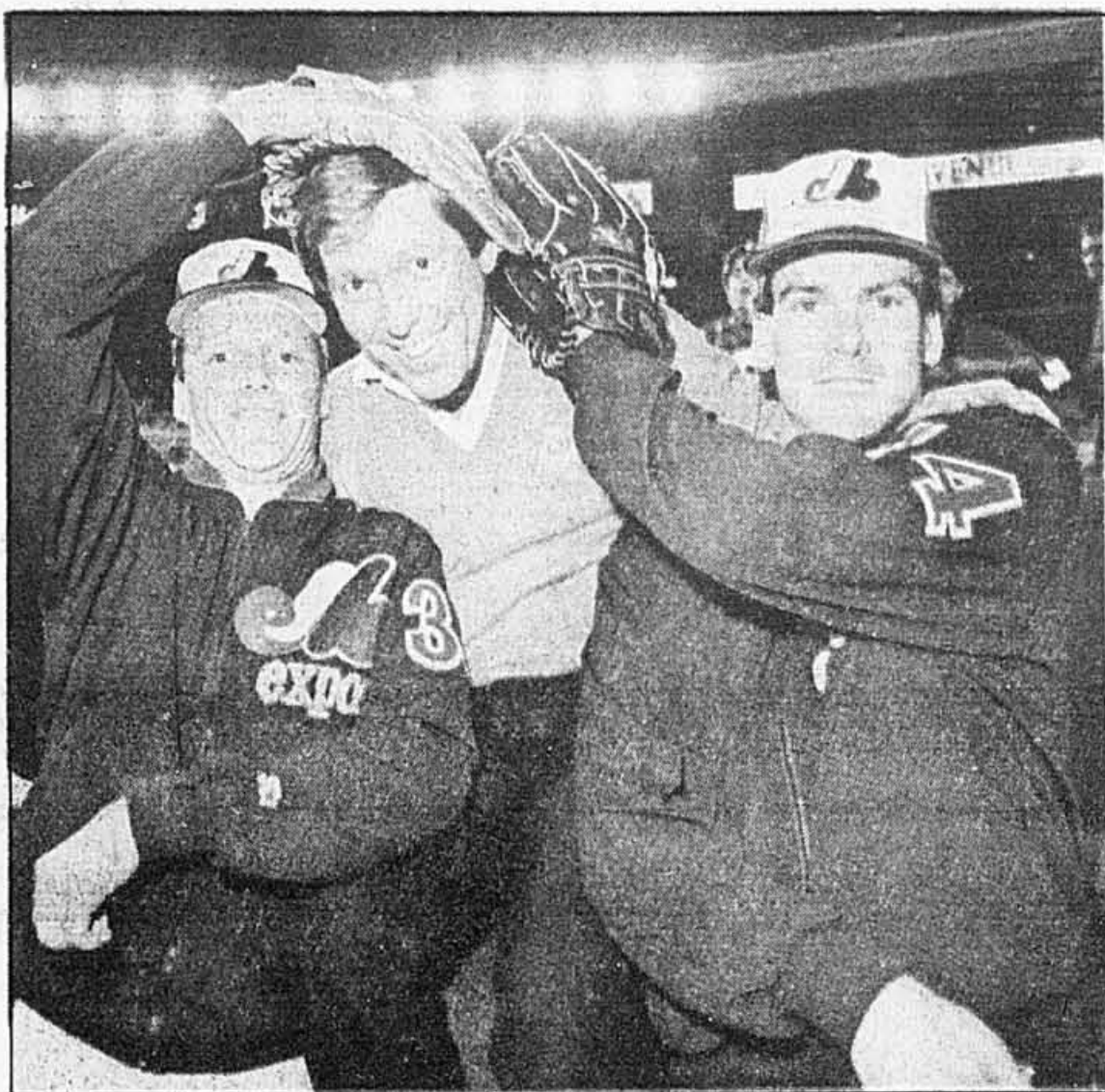
MM. Kohl et Honecker ont reconnu que leur premier sommet avait souligné l'existence d'un fossé idéologique entre leurs deux pays, tout en insistant sur les perspectives d'une amélioration de leurs relations.

«Nous avons préparé le terrain pour un élargissement des possibilités de rencontre entre citoyens allemands», a déclaré le chancelier Kohl lors du banquet officiel, ajoutant que son objectif immédiat était de faciliter l'obtention de permis de travail aux Allemands de l'Est, dont 2,3 millions se rendront cette année en RFA.

Le rapprochement inter-allemand rendu possible par l'Ost-Politik de l'ex-chancelier social-démocrate Willy Brandt — «tombe» en 1974 à cause d'un espion de RDA, Guenther Guil-

VOIR KOHL EN A 2

EXPOS 4, CARDS 1: RODGER JUBILE



Rodger Brulotte, que l'on voit ici entouré des lanceurs de relève Joe Hesketh et Tim Burke, est tellement excité qu'il passe tout son temps à décrire les matches debout.

«Bonsoir... elle est partie!!!»

REJEAN TREMBLAY

«Bonsoir... elle est partie!!!» Et Rodger Brulotte vient encore une fois de tenir en haleine 150 000 auditeurs, l'oreille collée à leur poste de radio.

Brulotte, la moitié Pantoufle du duo Pantoufle et Groucho qu'il forme avec Jacques Doucet à la radio des Expos, est toujours enthousiaste quand vient

le temps de décrire et de commenter un match de baseball. Les jeux sont souvent plus dramatiques quand on les écoute que lorsqu'on les regarde. Magie du verbe, magie de Brulotte.

C'est la première course au championnat que vit Rodger Brulotte derrière son micro. Les autres, c'est au service des ventes et de la promotion qu'il les a vécues. Et Pantoufle adore.

«Les gens suivent les matches

de beaucoup plus près. On le sent. Et ça nous incite à en donner encore plus. Dans une course au championnat, tous les jeux acquièrent une nouvelle dimension. Ce n'est plus seulement le jeu que je décris, c'est la réaction, l'émotion des joueurs que je raconte, que je fais partager à l'auditeur», note Brulotte du haut de ses cinq pieds et cinq pouces. Peut-être quatre...

VOIR BONSOIR EN A 2

Les Canadiens



en forme?

4) L'éducation physique à l'école: une véritable honte...

GILLES BLANCHARD

Sylvain, 24 ans, a passé 15 ans sur les bancs d'écoles du Québec, le temps de mériter un diplôme d'études collégiales en finance. Un sportif dans l'âme, ses professeurs d'éducation physique n'ont jamais profité d'un étudiant mieux disposé.

En éducation physique, Sylvain a été soumis au régime hebdomadaire suivant: deux cours d'une heure chacun, au primaire; un cours d'une heure, au secondaire; un cours de trois heures, les deux premières

années du collégial. A sa dernière année d'études, il s'est enregistré à un cours optionnel d'initiation et de pratique sportive; il avait fait de même au secondaire.

À cause de la profession de son père, Sylvain a entraîné ses espadrilles de Montréal à Rimouski en passant par Drummondville et Sainte-Thérèse. Il n'a noté aucun changement important dans le régime ou la méthodologie d'enseignement de l'éducation physique. «Il y en a qui détestaient ça; moi, j'ai tout adoré. Au primaire, c'est simple, on jouait; au secondaire et au collégial, les cours portaient exclusivement sur le conditionnement physique: du solide, des exercices de toutes sortes, du travail en aérobic...»

Mais rien, ou presque rien, sur l'activité physique comme outil de promotion de la

santé ou de prévention de la maladie: «Une fois, on nous a remis un feuillet sur les maladies cardio-vasculaires...» Rien d'autre, ni en éducation physique ni en cours de formation personnelle et sociale, sur la relation activité physique-santé et l'abondante documentation scientifique qui la soutient.

«Non, je n'ai pas développé l'habitude de l'activité physique régulière à l'école; pas davantage depuis que je travaille. Et ça me manque; parce que j'ai beaucoup joué, j'ai besoin de dépenser. Quand je me sens trop mal dans ma peau, je donne un coup, je m'inscris quelque part. Puis j'abandonne, et ça recommence. Je ne suis pas fier de moi mais je plains bien davantage mes an-

VOIR HONTE EN A 4

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES

NOUVELLES FRONTIÈRES

FLORIDE 199\$

NOUVELLES FRONTIÈRES

100 EST, DE MAISONNEUVE (ANGLE ST-HUBERT) (MÉTRO BERRY) 88-4800

A PARTIR DE

VOL ALLER-RETOUR - TAXE EN SUS

PERMIS DU QUÉBEC

L'idée d'un «sommet culturel» fait du chemin

La nouvelle Commission d'initiative et de développement culturel tient sa première assemblée publique

MARIANE FAVREAU

Le milieu culturel de Montréal brûle d'impatience et la séance de travail de la commission du développement culturel, hier soir, n'aura peut-être qu'amplifié davantage ses espoirs et ses attentes vis-à-vis de l'administration Dore-Fainstat.

Délaissant les organigrammes et les structures dans lesquelles on ne s'y retrouve pas encore, des porte-parole du milieu demandent la tenue, le plus tôt possible d'un sommet culturel. « Afin que nous puissions être partie à l'élaboration de ce qu'on veut faire pour nous », explique Louise Latraverse.

Mme Phyllis Lambert, de la Conférence canadienne des arts, avait déjà fait cette suggestion au Sommet économique de Montréal, l'an dernier. Elle réitérait hier sa demande, en souhaitant la mise sur pied d'un comité consultatif où se retrouveraient la municipalité, le gouvernement du Québec et des gens du milieu culturel pour préparer au plus tôt ce sommet.

C'est là, explique-t-elle, qu'on devrait élaborer les politiques de développement culturel qu'envisage la Ville.

Recommandations

Même s'il est trop tôt pour des

engagements spécifiques comme celui-là, les conseillers membres de la commission trouvent l'idée intéressante. « Nous allons en discuter et faire des recommandations au conseil municipal », assure Mme Martine Blanc, qui préside la commission.

C'est devant quelque 200 personnes, la majorité oeuvrant à un titre ou l'autre dans le domaine culturel, que la commission tenait hier soir sa première assemblée publique. On y a expliqué le rôle de la nouvelle Commission d'initiative et de développement culturel (Cidec), qui ne compte encore que quatre employés. Si elle est encore aux prises avec des problèmes de structure et de logistique, sa mission est claire : développer, harmoniser, consolider, encourager, coordonner l'action dans le domaine des arts et du patrimoine à Montréal.

Et cela, en concertation avec les créateurs, les producteurs, les diffuseurs. On s'y préoccupe de fonds d'investissement culturel, de politiques culturelles, de corridors culturels, d'espaces multidisciplinaires, de complémentarité avec les milieux d'affaires, termes qui restent encore mystérieux pour l'instant.

Une bonne partie de l'assistance s'intéresse moins à cette « cuisine » de la culture qu'au banquet qui pourrait en résulter. C'est de subventions, de soutien matériel

ou technique, de programmes d'aide pratique qu'on voudrait parler, de soutien pour les artistes, d'accessibilité aux réseaux des maisons de la culture, des « chômeurs de la culture ».

On a (encore) soulevé la question de la taxe d'amusement qui rapporterait plus à la municipalité que ce qu'en retirent les artistes : on l'étudiera plus en profondeur l'an prochain. On a aussi tenté de faire la distinction entre le rôle du Conseil des arts de la CUM et celui de la municipalité, mais il reste encore bien des points à éclaircir.

Lenteurs

L'impression demeure que tout cela ne va pas assez vite, selon les intervenants qui veulent être impliqués.

Au cours de la seconde partie de l'assemblée, sur le service des Loisirs et du développement communautaire, responsable, notamment, des bibliothèques, M. Léon Z. Patenaude devait faire une intervention « incendiaire » sur l'état pitoyable de la bibliothèque centrale de Montréal.

La prochaine séance de la commission du développement culturel, vers la fin octobre, portera sur les composantes ethnique d'une politique culturelle municipale.



PHOTO RENE PICARD, LA PRESSE

Jean-Claude Keromnes, coordonnateur à la Cidec, et Jacques Panneton, bibliothécaire en chef, ont dû répondre à des questions du public lors de la première séance de la Commission d'initiative et de développement culturel. Mme Martine Blanc la préside, assistée du conseiller Sam Boskey, à gauche.

SUITE DE LA UNE

VENTE

La vente de Quebecair ne rapporte que \$5 millions au gouvernement

ployés en conflit de travail, les employés au sol et les agents de bord;

au total, le nombre d'emplois (1 005) est maintenant supérieur à l'engagement initial des acquéreurs de maintenir 862 emplois;

le service aux régions éloignées, notamment la «desserte de la basse et moyenne Côte-Nord» et le transport de marchandises vers les Îles-de-la-Madeleine, satisfait maintenant le gouvernement, après 13 mois de problèmes. Touristes et gens d'affaires ne seront plus «subventionnés» pour aller de Blanc-Sablon à Sept-Îles, par exemple, mais une réduction de 25 p. cent des tarifs est consentie aux résidents de l'Est de Havre-St-Pierre ainsi que pour les marchandises destinées ou en provenance des Îles en hiver, hors saison des navires;

le contrôle de l'entreprise, sa propriété majoritaire et son siège social sont, par contrat, assurés au Québec pour une période de sept ans. Le groupe Canadien (CP Air et Pacific Western) ne peut acheter plus de 49 p. cent des actions de Quebecair;

le prix de \$5 millions, enfin, paraît «juste» au gouvernement du Québec. Pour deux raisons : parce que le déficit assumé par les actionnaires de Nordair-Métro, de septembre 1986 à mars 1987, a atteint \$1,5 million par mois au lieu des \$1 million par mois prévu au dossier. Un écart de \$3,5 millions, à soustraire du prix de \$10 millions convenu l'an passé.

En outre, les anciens dirigeants de Quebecair avaient signé un document significatif qu'aucune poursuite n'était pendante à l'endroit de la société au moment de la promesse de vente. Les parties ont entre-temps découvert des réclamations atteignant \$10 millions, que le gouvernement pense toutefois pouvoir régler pour \$1,5 million. Une autre somme à déduire des \$10 millions convenus.

En outre, ces \$5 millions sont versés en trois tranches : un tiers (\$1,7 million) payé comptant par l'acheteur — on ne parle plus des actionnaires de Nordair-Métro mais de la corporation 2439-2805 Quebec Inc. et ses «intervenants»; et les deux autres tiers (\$3,3 millions) quand l'acheteur aura reçu deux chèques «visés» du gouvernement du Québec, d'ici 10 jours, pour paiement des

services fournis depuis 13 mois par des membres du groupe acquéreur et pour lesquels Québec gelaît les paiements.

Il s'agit de l'entretien par Confair des CL-215 de l'État et de la desserte par Quebecair des Basse et Moyenne Côte-Nord. Une méthode «peu catholique» utilisée par M. Côté, en guise de «poignées» pour faire en sorte que les acquéreurs de Quebecair respectent tous les engagements pris l'an passé, pour ces services comme pour l'engagement de personnel, la propriété québécoise ou l'actionnariat des employés.

«Quand je me suis retrouvé avec des sapins sur mon terrain», a dit M. Côté en rappelant une manifestation des employés de Quebecair devant sa résidence, «j'ai compris que je m'en faisais peut-être passer».

Depuis l'accord donné à la vente de Quebecair par le gouvernement du Canada, en juin dernier, les négociations ont repris entre vendeurs et acquéreurs. Pour parler qui ont abouti à l'accord juridique de vendredi soir dernier.

Un fait déterminant, selon MM. Côté et Fortier, a permis d'intensifier les négociations : une entente commerciale de 20 ans, entre Quebecair et Les Lignes aériennes Canadien, assurant à Quebecair non seulement l'exclusivité de la desserte du Québec selon le partage à intervenir entre Air Canada et Canadien, mais aussi l'ouverture de certaines «routes» vers l'Ontario, les Maritimes et les États-Unis.

Aux termes de cette entente commerciale, Quebecair s'engage aussi à moderniser sa flotte d'appareils turbo-propulsés et à acquérir sept réactés d'ici cinq ans.

Deux ex-partenaires du groupe Nordair-Métro sont disparus du contrat signé vendredi : Lavalin et National, qui ont tous deux embauché plus d'ex-employés de Quebecair qu'ils ne s'étaient engagés à le faire.

Depuis 13 mois, les nouveaux propriétaires de Quebecair ont vendu deux DC-8, pour \$14 millions canadiens, et trois B-737, pour \$36 millions américains. Le fruit de ces ventes d'appareils a servi, selon M. Michel Leblanc, président de Quebecair, à diminuer la dette de la société qui atteignait \$75 millions, plus des intérêts de \$7,5 millions par an.

M. Leblanc n'a pas voulu préciser le contenu des «offres finales» faites aux deux groupes de syndiqués en conflit. Si ce n'est pour dire qu'il souhaitait que les

employés se prononcent dès cette semaine sur ces offres. Alors que les ministres Côté et Fortier stipulaient que ce conflit relève du ministre fédéral du Travail.

LAROUSSE

Le Larousse accueille niaisier, peinturer et mental

est en pleine *dérégulation*. Et il doit affronter les *raiders*, ces personnes sans scrupules qui se livrent à des opérations d'achats de titres de société pour en prendre le contrôle, au risque de plonger le marché bancaire en pleine *frilosité*.

Si tous ces néologismes affectent votre *mental*, tournez donc les pages, après ces locutions latines toutes roses qui séparent le dictionnaire en deux.

Tout Français qu'ils sont, les membres de l'équipe Larousse ont vite réglé le cas des nouveaux hommes et femmes d'État pour s'attaquer aux choses vraiment importantes : la Bouffe.

Au pays des oies gavées, la présidente des Philippines, Corazon Aquino, et ses trois collègues politiques ne font pas le poids à côté des huit nouveaux cuisiniers. Ils sont sans doute aussi inconnus les uns que les autres, mais ils ont pour eux un avantage pas du tout niais : celui de pouvoir faire jouer la langue.

KOHL

Kohl se rendra en RDA

laume —, est donc assuré de pouvoir se poursuivre, après avoir été sensationnellement relancé par la visite historique de M. Honecker en RFA.

Les deux Allemagnes amorcent ainsi un mouvement qui pourrait conduire un chancelier ouest-allemand à Berlin-Est, capitale autoproclamée par la RDA et non reconnue par les Occidentaux.

M. Honecker a dit qu'il était «absurde de porter le deuil d'un Reich allemand qui s'est effondré dans l'ignominie», en ajoutant : «Les deux États allemands doivent cohabiter en paix à la manière d'États souverains». A quoi M. Kohl a répondu : «La question allemande demeure ouverte, sa so-

lution n'est toutefois pas actuellement à l'ordre du jour de l'actualité mondiale».

Le quotidien à grand tirage *Bild Zeitung*, lu quotidiennement par 10 millions d'Allemands de l'Ouest, résume la situation en ces termes : «Deux drapeaux, deux hymnes, une patrie», un écho au sombre «Un-peuple, un empire, un Fuehrer» de l'Allemagne nazie, sur les décombres de laquelle sont nées RFA et RDA.

Dans leur communiqué commun, les deux républiques allemandes soulignent aussi que «leur histoire commune leur impose des efforts particuliers en faveur de la coexistence pacifique en Europe». Elles s'engagent «à contribuer, chacune au sein de son alliance, à une politique visant à réduire les tensions et à assurer la paix».

Tout en manifestant leur volonté d'améliorer les relations inter-allemandes, MM. Kohl et Honecker n'ont pas hésité à manifester leurs divergences fondamentales. «Le capitalisme et le communisme, c'est comme l'eau et le feu», a dit M. Honecker. «Notre esprit est loin de ces rêves que l'on fait au coin du feu. Nous considérons l'existence de deux États souverains sur le sol allemand comme un fait acquis», a-t-il ajouté.

Tandis que M. Kohl rappelait, lui, la RDA à la nécessité de «respecter les valeurs de la liberté et de la démocratie», critiquant le Mur de Berlin et l'ordre de tirer sur les fugitifs imposé par la RDA à ses garde-frontières.

De bonne source, on indique que M. Honecker s'est engagé à lever cet ordre de tir pour une période indéterminée. Il a déjà été levé tout au long de la visite de M. Honecker en RFA et lors des grandes festivités du 750^e anniversaire de Berlin, durant la visite des présidents Reagan et Mitterrand ou de la Reine d'Angleterre à Berlin-Ouest.

L'information n'a pas été confirmée officiellement, mais le chef de la chancellerie fédérale, M. Wolfgang Schauble, maître d'oeuvre des retrouvailles inter-allemandes, a déclaré au cours d'une conférence de presse : «Les deux parties ont convenu qu'elles ne souhaitent pas qu'on tire» sur les 1 400 km de frontière inter-allemande.

Dans l'après-midi de mardi, M. Honecker a rencontré les leaders de tous les partis ouest-allemands représentés au Bundestag avant de donner, dans un grand hôtel de Bonn, un dîner en l'honneur de M. Kohl.

Ce matin, le leader communiste commence une tournée de trois jours en RFA qui le conduira notamment en Sarre où il est né il y a 75 ans.

Pour leur part, les États-Unis ont accueilli favorablement la visite du numéro un est-allemand, tout en indiquant que son succès serait mesuré à l'instauration de nouvelles libertés en RDA.

«Nous accueillons favorablement cette visite, en tant que signe d'un dialogue continu entre les deux États allemands», a déclaré le porte-parole du département d'État Charles Redman.

«La signification réelle (de la visite) se mesurera aux actes visant à surmonter la division de l'Allemagne, et à l'instauration d'une plus grande liberté pour la population d'Allemagne de l'Est», a-t-il ajouté.

BONSOIR

-Bonsoir... elle est partie!!!-

Vibrer comme les athlètes

Une saison de baseball s'éternise pendant 162 longs matchs. Un joueur qui se fait retirer sur trois prises en avril, retourne tout tranquillement à son abri en marchant. Le même joueur, retiré au bâton en septembre, va protester et retourner à son abri en maugréant : «Il ne faut pas se contenter de décrire le tir et l'élan. Il faut suivre le joueur jusqu'à l'abri si on veut faire partager sa déception à l'amateur».

Les jeux de routine d'avril deviennent les jeux clé de septembre. Et Brulotte, comme son compère Doucet, doit plonger dans l'aventure. Brulotte, qui a été receveur et arrêt-court (on dit qu'il est le seul inter à avoir perdu un roulant... dans le soleil) et qui aime passionnément le baseball, passe tous les matchs debout. Il n'arrive pas à s'asseoir pour décrire l'action : «C'est une vieille habitude du temps qu'il était receveur, le taquine Jacques Doucet.

Il restait debout derrière le marbre pour recevoir les lancers»

Quand Brulotte raconte comment Tim Wallach s'est précipité vers Hubie Brooks pour le féliciter après un jeu difficile, on dirait le Père Ambroise racontant une de ses histoires de scout de notre enfance. L'amitié est vibrante, la camaraderie trempante. Et Buck Rodgers est encore meilleur chef d'orchestre que Dutoit.

Des réactions

Le thermomètre commence à grimper chez les amateurs de baseball. Mais c'est une fièvre bien timide encore qui ne se compare pas aux grands frissons des années 1979-80-81. Bertrand Tremblay ne s'endort pas encore au son des Expos et les employés des banques n'écoutent pas la retransmission des matchs en comptant vos dettes.

Mais il suffirait d'une couple d'autres victoires pour que la cote d'amour et d'écoute de Brulotte et Doucet suive la poussée de fièvre.

«Bonsoir... elle est partie!!!»



Où donner son sang

La Presse et la Croix-Rouge vous rappellent que seulement 5 p. cent des Québécois donnent régulièrement du sang. Cet été, joignez les rangs de ceux qui sauvent une vie, car les besoins de sang demeurent les mêmes quand ils n'augmentent pas. En ce moment, par exemple, la Croix-Rouge signale une grave pénurie de plaquettes à la banque de sang, ce qui a pour effet de retarder de nombreuses interventions chirurgicales. Les réserves sont littéralement à sec. Aujourd'hui, la Croix-Rouge tient des cliniques de sang :

- à Montréal, au Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 10 h à 18 h ;
- à l'Université de Montréal (Polytechnique), 2500 chemin Polytechnique, dans le foyer, de 9 h 30 à 16 h 30 ;
- au Centre socio-culturel de l'île Bizard, 490, rue de l'Eglise, de 14 h 30 à 20 h 30 ;
- au garage Desourdy de Carignan, 1840, chemin Chamblay, de 14 h 30 à 20 h 30.

LA MÉTÉO

Québec	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	10	21	Ens pas nu.
Outaouais	17	24	Ciel variable
Laurentides	14	23	Ciel var.nua.
Cantons de l'Est	16	22	Brum.nua.
Mauricie	17	24	Ciel variable
Québec	16	22	Nuages, aver.
Lac-Saint-Jean	15	22	Ciel variable
Rimouski	12	17	Nuag. aver.
Gaspésie	12	17	Nuag. aver.
Bas-Corveau	12	17	Nuag. aver.
Sept-Îles	12	17	Nuag. aver.

États-Unis	Min.	Max.	Min.	Max.	
Boston	19	25	N.-Orléans	20	28
Buffalo	19	27	Pittsburgh	19	23
Chicago	10	24	S. Francisco	14	23
Miami	23	34	Washington	21	28
New York	21	27	Dallas	23	29

les capitales	Min.	Max.	Min.	Max.	
Amsterdam	12	16	Madrid	17	32
Athènes	20	39	Moscou	0	17
Acapulco	27	34	Mexico	13	25
Berlin	7	10	Oslo	5	16
Bruxelles	10	19	Paris	13	25
Buenos Aires	9	19	Rome	17	31
Copenhague	10	16	Séoul	17	28
Genève	9	24	Stockholm	11	14
Hong Kong	27	32	Tokyo	25	31
Le Caire	21	33	Trinidad	28	33
Lisbonne	21	37	Vienne	—	—
Londres	11	20			



Le leader est-allemand Erich Honecker (à gauche) et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl applaudissent leurs ministres qui ont signé, hier, trois ententes visant à l'amélioration des relations entre les deux Allemagnes.

PHOTOLASER AP

La Quotidienne

Tirage d'hier
à trois chiffres 556
à quatre chiffres 9633



37-3-01

Mercredi 9 septembre 1987

Pour vos recherches sur l'actualité Demandez

infodex
l'index de
La Presse

Abonnement
La Centrale des bibliothèques
(514) 382-0895

Le soldat Galipeau sera accusé de négligence criminelle

GEORGES LAMON

■ Patrice Galipeau, 24 ans, un soldat de la base des Forces armées canadiennes de Valcartier, sera formellement accusé de négligence criminelle aussitôt qu'il obtiendra son congé du Centre hospitalier de l'université Laval (CHUL) où il se trouve depuis lundi matin.

Le jeune militaire, qui a perdu un oeil au cours de l'accident, est gardé continuellement à vue par un policier.

Rappelons qu'à la suite d'une chasse à l'homme à plus de 120 km à l'heure dans les rues de Québec, Sillery et Sainte-Foy, tôt lundi matin, le véhicule conduit par Patrice Galipeau est finalement entré en collision à Sainte-Foy avec une autre voiture occupée par quatre jeunes gens qui y ont trouvé la mort.

Il est fort probable qu'une accusation de conduite en état d'ébriété sera également retenue contre Galipeau qui a dû se soumettre à une prise de sang pour y relever son taux d'alcool. L'échantillon de sang a été envoyé au Laboratoire de médecine légale de Montréal pour analyse. Toutefois, hier après-midi, un porte-parole du Laboratoire affirmait à *La Presse* n'avoir pas encore reçu cet échantillon.

Le soldat Galipeau, enrôlé en 1984 est chauffeur à la base des Forces canadiennes de Valcartier. Célibataire, il demeure à l'extérieur de la base et était en congé au moment de l'accident. Le capitaine Marie-Josée Chapdelaine, officier d'information de la base, a expliqué que le soldat Galipeau était en tenue civile au moment de la tragédie. La porte-parole militaire a noté que des accidents mortels mettant en cause des militaires de Valcartier n'étaient pas fréquents.



Les quatre victimes de l'accident: Vicki Normandin, 18 ans, de Sillery; Kuechaw Bernier, 18 ans, de Charlesbourg; Bruno Boulet 19 ans et Claude Giroux, 22 ans, tous deux de Saint-Georges-de-Beauce.

Dans le cas où Galipeau serait reconnu coupable de négligence criminelle, il reviendra au service juridique du personnel de la base de décider s'il doit être renvoyé de l'armée. « Chaque cas est étudié selon sa situation », a précisé le capitaine Chapdelaine.

Était-ce justifié?

Cette chasse à l'homme était-elle nécessaire, voire justifiée? A la police de Québec on le croit, surtout après que Galipeau eût tenté de foncer avec sa voiture sur un policier qui venait de dresser une contravention pour excès de vitesse à un ami.

« Dans les cas graves, une telle poursuite est justifiée, a précisé l'inspecteur Brian Pickford, de la police de Québec. Et à notre avis, dans ce cas précis, elle l'était. »

Rappelons que dans son guide intitulé « L'action policière et la loi », publié en 1983, et destiné aux corps policiers du Québec, la Commission de police du Québec consacre un chapitre à la chasse à un suspect.

Le chapitre insiste sur le fait qu'à un moment de la poursuite, le policier doit tenir compte de plusieurs facteurs, notamment, la nature, la gravité de l'infraction commise et les conditions de voies environnantes (l'état des routes et la visibilité) et demeurer continuellement en communication radio avec ses collègues. Il

doit en outre se rappeler «...qu'un acte criminel est une justification beaucoup plus sérieuse pour une telle poursuite qu'une infraction mineure à un règlement de circulation...» De plus, le policier ne doit pas continuer la poursuite à tout prix, « à moins que les résultats en valent la peine... » Et s'il « apparaît risqué et dangereux de continuer la poursuite, le policier peut y mettre fin ».

Dans son guide, la CPO note encore que «...les poursuites à haute vitesse sont dangereuses pour les piétons, les automobilistes, tout autant que pour le policier lui-même et le suspect. »

Pas une directive

Evidemment, comme l'a précisé un porte-parole de la Commission de police du Québec, il ne s'agit pas de directives données par l'organisme, mais bien d'un guide. Il revient donc aux différents corps policiers d'établir des directives s'ils l'estiment justifié. Certains corps policiers ont d'ailleurs établi des directives précises dans les cas de poursuites à haute vitesse. Les policiers de la Sûreté du Québec, de la Communauté urbaine de Montréal sont effectivement soumis à de telles directives. A la SQ, par exemple, il revient à chaque policier de prendre l'initiative; il doit évidemment évaluer le danger qui peut s'y rattacher.

Il n'y aurait pas plus d'alcoolisme dans l'armée que dans la vie civile

Presse Canadienne
OUEBEC

■ Toutes proportions gardées, il n'y a pas plus de cas d'alcoolisme dans les Forces canadiennes que dans la population civile, estime le major Roger Lagueux, responsable des programmes de prévention d'abus de l'alcool et des drogues à la base militaire de Valcartier.

Les 4 900 militaires en poste à Valcartier sont le reflet de la société civile, a ajouté l'officier en disant que c'était ce qui lui permettait d'affirmer que le pourcentage d'alcooliques était équivalent dans les deux cas.

Par ailleurs, le major Lagueux a dit que « l'on vit dans un pays libre » et que rien n'interdit de vendre des boissons alcoolisées sur une base militaire, dans les lieux prévus à cet effet. Si le prix des consommations y est moins élevé que dans les établissements civils, il n'en demeure pas moins que ces produits sont vendus de 35 à 40 p. cent plus cher que le prix courant car les mess doivent faire leur profit.

De récentes directives des hautes autorités militaires interdisent que l'on serve de l'alcool gratuitement, que l'on offre des spiritueux en cadeau ou que l'on organise des « cinq à sept » ou autres activités où les consommations sont offertes à deux pour le prix d'une.

De plus, les responsables des mess doivent suivre, depuis peu, des cours de trois heures pour les mettre en garde contre les abus du alcool qui peuvent faire preuve leurs clients.

Les mess et autres clubs sociaux, sur la base de Valcartier, sont ouverts le midi et le soir, de même que les fins de semaine, en dehors des heures de travail. De

puis un an, les autorités de la base incitent les militaires à meubler leurs heures de loisirs en pratiquant des sports et à cette fin, outre les périodes habituelles, les gymnases et autres lieux de pratique des sports sont accessibles le soir, de 19h à 21h. « C'est plus qu'on peut en trouver dans la société civile », a fait remarquer un officier.

Cela fait maintenant cinq ans que l'on a instauré à la base de Valcartier notamment, un programme de prévention concernant les abus de consommation d'alcool.

Dans un premier temps, tous les militaires, quelque soient leurs rangs, doivent suivre un cours de « recyclage » annuel de trois heures dans lequel on les sensibilise aux effets physiques et psychologiques de la consommation abusive des drogues et de l'alcool. Les surveillants sont également tenus de suivre un cours complémentaire d'une heure et demie.

Par ailleurs, les membres des Forces armées qui ont des démêlés avec la justice militaire ou civile à la suite d'une histoire d'alcool sont obligés, quelque soit leur grade, d'assister chaque mois à un « cours d'intervention secondaire » de deux jours où ils sont notamment mis au courant des conséquences qu'une affaire de ce genre peut avoir sur leur carrière.

Dans un troisième temps, si un individu est soupçonné d'avoir de sérieux problèmes d'alcoolisme, il est référé à un médecin. Si le diagnostic est positif, on offre au militaire de suivre une cure de 28 jours en clinique. Si l'individu refuse, il fait l'objet d'une mise en garde et est placé sous surveillance. Advenant recidive, son attitude peut conduire au licenciement.

Poursuite de \$19 350 contre trois policiers

JOYCE NAPIER

■ Une poursuite de \$19 350 à titre de dommages a été déposée hier en Cour supérieure contre trois policiers et la Communauté urbaine de Montréal par un individu qui se trouvait dans un bar lorsqu'il a été « assailli et arrêté illégalement », dit-il.

Dans son document, John Allen Walsh, de la rue Dorchester à Montréal, explique que le 20 septembre dernier il sirotait paisiblement une bière au bar Le Parloir, rue Sainte-Catherine, quand le policier Pablo Palaccio lui a demandé de s'identifier. Étonné, M. Walsh a demandé à son tour pourquoi, question qui devait demeurer sans réponse. C'est alors, explique-t-il dans sa requête, que l'agent Palaccio, secondé par son confrère, l'agent Guy Frigon, devait lui donner un bon coup derrière la tête.

M. Walsh raconte dans son document qu'il est tombé par terre et qu'il se débattait quand un troisième policier, l'agent Pierre Delisle est venu prêter main forte à ses deux compagnons de travail pour lui passer les menottes.

M. Walsh a été conduit au poste 25, rue de Maisonneuve dans le centre-ville où l'agent Palaccio, dit-il, l'a lancé contre le comptoir lui brisant quelques côtes. Après avoir été fouillé, il était écroué. Ce n'est que quelques heures plus tard qu'il était transporté à l'Hôpital général de Montréal.

Les policiers devaient accuser M. Walsh d'avoir troublé la paix et de s'être livré à des voies de fait sur des agents de la paix. Il a été acquitté en cour municipale. En rendant sa décision le tribunal a souligné que les agents auraient mieux fait de dire à M. Walsh pourquoi on l'arrêtait.

« L'assaut des policiers fut aussi sauvage qu'imprévisible, aussi inexplicable qu'inexplicable et tout à fait illégal », a conclu M. Walsh dans sa requête soulignant qu'il exigeait maintenant \$19 350, dont notamment \$5 000 pour humiliation et \$5 000 pour dommages moraux.

Trois maisons anciennes rasées pour faire place à une tour de 18 étages

BRUNO BISSON

■ La démolition récente de trois maisons sises du 3424 au 3440 de la rue Peel, dans l'aire de protection du Mount Royal Club, laisse un arrière-goût amer aux résidents de cette partie du centre-ville et aux groupes de protection du patrimoine montréalais.

Ces trois vieilles maisons aux façades de pierres grises, situées du côté ouest de la rue Peel, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Docteur Penfield, ont été rasées pour faire place à une tour de 18 étages, à vocation résidentielle, baptisée *Le Cartier 2*. Un restaurant sera également construit, en contrebas de la tour, à l'angle nord-ouest des rues Peel et Sherbrooke.

Selon M. Dino Bumbo, porte-parole du groupe de protection du patrimoine Héritage-Montréal, la permission donnée au promoteur du *Cartier 2*, le constructeur René Lépine, vient en contradiction avec les promesses du RCM d'avant les dernières élections, voulant qu'on stoppe le développement immobilier anarchique du centre-ville.

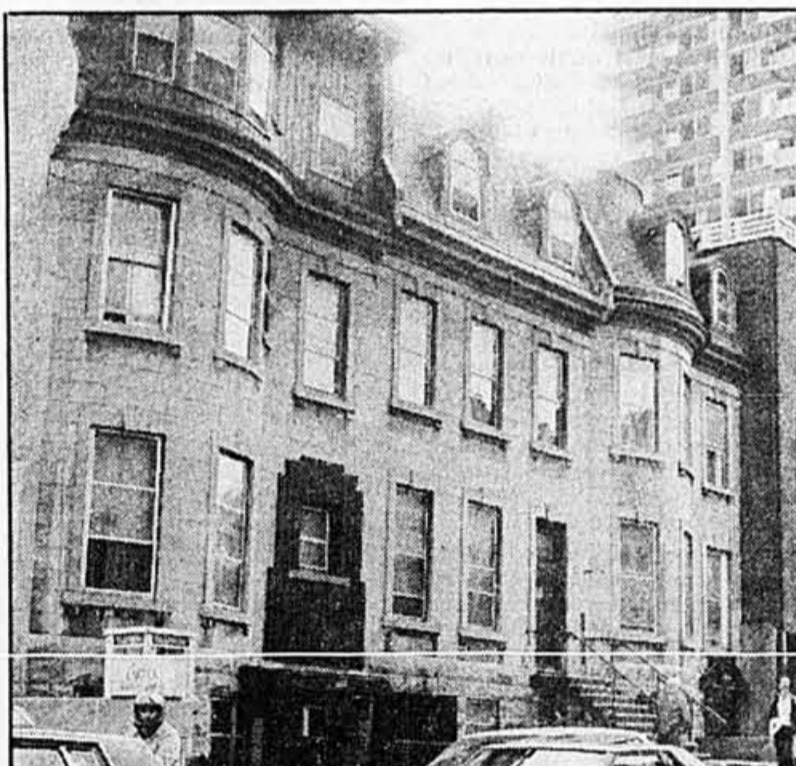
« L'élection du RCM nous avait donné l'espoir que la construction dans le centre-ville se ferait de façon à respecter le caractère particulier des différents quartiers », a déclaré la semaine dernière un porte-parole de Héritage-Montréal, M. Dino Bumbo.

Amer, M. Bumbo a laissé entendre que Héritage-Montréal ne retirait pas nécessairement sa confiance en l'administration Doré-Fainstat, mais que l'organisme entendait bien se faire expliquer les nouvelles règles du jeu qu'entend mettre de l'avant la Ville de Montréal en matière d'urbanisme.

« On ne peut plus tellement protester contre le projet de Lépine maintenant que les maisons ont été rasées, mais il faudrait au moins en tirer une leçon pour l'avenir », a déclaré M. Bumbo.

Un résident de la rue Peel, qui habite juste en face de la future tour d'habitation, M. Gordon Sheppard, a pour sa part vivement protesté contre la façon dont la Ville de Montréal a procédé dans ses négociations avec le constructeur.

« Pourquoi n'a-t-on pas consulté les citoyens sur ce projet, a-t-il



Ces maisons de la rue Peel ont été rasées pour faire place à une tour d'habitation de 18 étages. Depuis deux ans, les résidents du quartier et Héritage Montréal s'opposaient à ce projet que le RCM maintenant au pouvoir n'a pas pu stopper.

demandé. Le RCM avait promis de consulter la population concernée sur les projets de construction importants dans le centre-ville. Qu'est-ce que les élus du RCM ont fait de leurs promesses d'avant les élections? »

Selon M. Bumbo, les maisons qu'on a démolies ne possédaient pas des caractéristiques architecturales exceptionnelles mais avaient le mérite de faire partie intégrante de l'ensemble du quartier. L'érection d'une nouvelle tour sur le côté ouest de la rue Peel, entre la *Peel Plaza* et *Le Cartier 1*, propriétés du même constructeur, plongera complètement dans l'ombre les résidences situées du côté est de la rue Peel.

« On ressent de plus en plus d'inconfort dans le centre-ville de Montréal, a-t-il expliqué, et des projets comme celui-ci ne feront qu'empirer les choses. »

Ces maisons étaient menacées de disparaître depuis août 1985. Le ministère des Affaires culturelles avait alors accordé au constructeur René Lépine, promoteur du *Cartier 2*, la permission de les raser.

L'autorisation du ministère était nécessaire pour procéder aux démolitions, parce que ces maisons sont situées à moins de 150 mètres d'un édifice classé monument historique, soit le Mount Royal Club de la rue Stanley.

La Ville de Montréal, sous la pression des voisins et résidents des maisons maintenant rasées, avait toutefois refusé au promoteur les permis de démolition demandés.

Lépine s'adressa alors à la Commission d'arbitrage sur la protection du patrimoine résidentiel, qui renversa la décision de la Ville.

Les permis ont donc été accordés le 8 mai dernier. Toutefois, aucun permis de construction pour *Le Cartier 2* n'a encore été émis.

Selon M. Alain Leclerc, attaché de presse du responsable de l'aménagement et de l'habitation au Comité exécutif, M. John Gardiner, la nouvelle administration municipale ne pouvait pas empêcher la démolition des vieilles maisons de la rue Peel.

me M. Luc Mantha. Un médecin l'a même examiné à la demande des autorités. Selon ce dernier, Adrien Pelletier n'a formulé aucune critique et son corps ne porte aucune marque de sévices.

L'avocat du détenu, Me Robert Flahhis, a aussi confirmé que son client n'avait jamais formulé de plainte de cette nature.

Le directeur adjoint a expliqué qu'à son arrivée au pénitencier à

la fin d'août, Pelletier souffrait de brûlures à un pouce et à une oreille qu'il s'était infligées accidentellement avec de la graisse chaude. « Nous l'avons soigné comme il se devait. Il n'a jamais rien eu d'autre. »

Dans une entrevue, en fin de semaine, la première épouse d'Adrien Pelletier, une certaine Pierrette, prétendait qu'il avait été maltraité en prison.

Pelletier n'a pas été battu en prison

■ Adrien Pelletier n'a pas été molesté. Le directeur adjoint de l'établissement de détention Sainte-Anne-des-Plaines, le Centre régional de réception, comme on l'appelle officiellement, a démenti hier les informations voulant que Pelletier, accusé du meurtre de son ex-femme Hélène Lizotte, ait été passé à tabac en prison.

« Il est en parfaite santé », affir-

MTS: un nouveau service d'urgence

NICOLE BEAUCHAMP

■ Une maladie transmissible sexuellement, ça se soigne et ça se guérit. S'il est essentiel de la traiter à temps pour stopper l'infection et contrer sa contagion, encore faut-il pouvoir consulter rapidement un médecin. Voilà le hic!

C'est précisément parce que le traitement d'une MTS ne saurait attendre que les médecins d'une clinique privée de Montréal — la Clinique de l'Alternative (le nouveau nom de la clinique de l'Annexe) — ont décidé d'offrir, à partir d'aujourd'hui, un service de consultation sans rendez-vous pour les cas urgents, ouvert de 9 h à 17 h, du lundi au vendredi.

« Notre clinique dispensait déjà des services de dépistage, de diagnostic et de traitement des MTS. Face à l'épidémie actuelle, il devenait impératif de répondre à un besoin que le système de soins ne comble pas. Nous pensons que ce n'est pas aux salles d'urgence des hôpitaux de s'occuper des patients infectieux qui errent dans la ville », a déclaré, hier, le Dr Alain Campbell.

Qu'est-ce qu'un cas urgent, quand il s'agit d'une

MTS, quand la personne atteinte n'en soupçonne même pas la présence? L'urgence commence dès l'apparition d'anomalies incommodes ou douloureuses.

« Par exemple, les brûlures et l'inconfort en urinant peuvent être des symptômes d'une urétrite. Des douleurs abdominales sévères chez une femme peuvent être la manifestation d'une salpingite, et des écoulements génitaux sévères indiquent une infection contagieuse », d'expliquer le Dr Campbell.

Bref, en cas de doute devant ce genre de symptômes, vaut mieux voir un médecin la journée même plutôt que de prendre ses malaises en patience et de risquer de contaminer d'autres personnes.

« Si les examens ne révèlent pas la présence d'une MTS, nous sommes en mesure d'orienter la personne vers les services appropriés. En cas contraire et de toute façon, nous transmettrons le dossier des personnes vues en urgence à leur médecin traitant », souligne le Dr Campbell. Le numéro de téléphone du service de consultation sans rendez-vous de la clinique de l'Alternative, sise sur la rue Sainte-Catherine est, est le 281-9848.

Couche d'ozone: dernier sprint

CAROLE THIBAUDEAU

■ Quelque 200 experts scientifiques, juridiques et commerciaux ont entrepris hier à Montréal le dernier sprint des négociations pour la protection de la couche d'ozone, ce gaz fragile qui plane à 20 000 mètres au-dessus de nos têtes. Selon un scénario idéal, les plénipotentiaires d'une quarantaine de pays prendront une position définitive la semaine prochaine et signeront, le 16 septembre, le Protocole d'entente.

D'après les commentaires qui filtraient hier entre les séances de travail à huis clos, on n'a jamais été si près d'un consensus. Les États-Unis et la C.E.E., qui restaient figés sur leurs positions respectives lors du dernier atelier, à Leesburg (États-Unis), et du précédent, à Rome, semblent maintenant prêts à mettre de l'eau dans leur vin, particulièrement grâce aux interventions des scientifiques canadiens.

«Le Canada a été le premier pays à présenter un scénario de diminution de l'utilisation des CFC (chlorofluorocarbones, des produits chimiques qui détruisent la couche d'ozone), ce qui a centré les discussions sur la protection de la planète plutôt que sur les enjeux économiques», relate Jean Carbonneau, ingénieur d'Environnement Canada. Ce consensus sera l'aboutissement de six ans de rencontres et discussions, depuis la formation des groupes de travail par les Nations Unies, en 1981.

Le Canada fait figure de chef de file dans ce domaine, lui qui a été le premier à ratifier la Convention de Vienne en juin 86. «Le Protocole est un peu à la Convention ce que le mariage est aux fiançailles», explique Jean Carbonneau. Cela explique que si 22 pays ont signé la convention de Vienne en mars 85, une dizaine seulement sont allés jusqu'à la ratification, qui est plus contraignante. La signature implique une acceptation du texte de la Convention; mais la ratification, elle, oblige un pays à intégrer dans la loi des mesures protectrices de la couche d'ozone.

La Convention de Vienne pose quelques principes auxquels tout le monde est enclin à souscrire. «Un peu comme tout le monde est pour la vertu», explique un délégué. Le texte de la convention pose simplement que les pays sont en faveur de la protection de la couche d'ozone, qu'ils s'engagent à échanger leurs informations sur le sujet et à encourager des équipes de surveillances de la stratosphère.

Le protocole, quant à lui, réglemente la façon dont on protégera cette fameuse couche d'ozone, ce qui engage à des gestes concrets comme la réduction de la consommation des CFC et des halons (une famille de produits qui s'avère 10 fois plus destructrice que les CFC). Avant d'être adoptée et d'entrer en vigueur, la Convention, comme le protocole, doit être ratifiée par une vingtaine de pays.

Intérêts divergents

Jusqu'à la dernière rencontre de travail, la position américaine était assez ferme quant à la nécessité de réduire la consommation de CFC et de halons. De son côté, la Communauté Économique Européenne adoptait une position beaucoup plus modérée, soit le plafonnement de la production de CFC à 70 p. cent de ce qu'il était en 1976. La C.E.E. proposait ensuite le statu quo, double de l'observation de l'évolution de la couche d'ozone. Son argument reposait sur le fait que le lien entre la destruction de la couche d'ozone et l'utilisation de CFC n'était pas encore scientifiquement prouvé.

De leur côté, les scientifiques canadiens estiment que «l'héritage environnemental de nos enfants» est déjà en péril.

«L'accumulation des CFC dans l'atmosphère et la stratosphère augmente de 6 p. cent par année, souligne Carbonneau, alors que le CO₂, par exemple, n'augmente que de 1/4 à 1/2 p. cent par année. De plus, les CFC demeurent entre 60 et 300 ans dans l'atmosphère avant de devenir inactifs.»

Débrayage national ou pas, les postiers de Montréal sont bien décidés, eux, à déclencher une grève générale

LISA BINSE

■ Les quelque 3 400 postiers de Montréal ont la ferme intention de déclencher une grève générale, illimitée, aussitôt qu'ils en auront le droit, vers la mi-septembre.

M. Marcel Perreault, président de la section locale de Montréal, a affirmé hier lors d'une entrevue avec *La Presse* qu'une grève est certaine, «à 99,9 p. cent à Montréal», quelle que soit la directive nationale du Syndicat des postiers du Canada. «À Montréal, on a été très clair. À la minute où on a le droit légal de faire la grève, on reste à l'extérieur.»

L'arrêt surviendra, assure-t-il, même si le conseil exécutif national, qui doit se réunir à Ottawa le 19 septembre prochain, optait pour des grèves rotatives, comme l'a fait le Syndicat des facteurs, ou pour d'autres mesures pour exercer des pressions sur l'employeur.

M. Perreault est contre le recours aux grèves rotatives, qui signifient laisser des membres à l'intérieur sous l'arbitrage de l'employeur qui peut suspendre, ou congédier, selon son bon vouloir. Le tout dans un climat de travail qu'il qualifie d'«infernal». Il n'est pas d'accord que des membres s'exposent individuellement à des mesures disciplinaires. «Les individus n'ont pas à assumer une bataille collective.»

L'arrêt de travail ne peut survenir que sept jours après la remise publique du rapport du commissaire-conciliateur. La dernière grève des postiers remonte à 1981. Elle avait alors duré six semaines.

Il faut se rappeler que les postiers de Montréal ont majoritairement indiqué en août dernier qu'ils ne voulaient pas atten-



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

Marcel Perreault, président de la section locale de Montréal du Syndicat des postiers du Canada.

dre «le moment jugé opportun» pour passer à l'action. Ils veulent déclencher la grève aussitôt qu'ils en auront le droit. Selon M. Perreault, le conseil exécutif national recherchait, un «mandat en blanc». Sa re-

commandation portait sur des «activités» de grève sans préciser lesquelles. Environ 75 p. cent des 22 000 postiers (en tenant compte du vote à Montréal) ont donné leur aval à la recommandation nationale.

Une attaque en règle

D'ailleurs M. Perreault n'est pas heureux du comportement du président national, M. Jean-Claude Parrot, qui est venu à cette assemblée y distribuer des tracts «de faussetés». Il note que ce n'est pas la première fois que le syndicat national est contesté par une section locale. Mais c'est la première fois que le syndicat recalcitrant «est victime d'une attaque en règle du président national». Une attaque à laquelle M. Perreault ne veut pas répondre.

«Je serais fort surpris que nos membres, quelle que soit la directive qu'on leur donne, restent à l'intérieur sous l'arbitrage patronal, sans protection. Ils ne sont pas capables physiquement ou psychologiquement d'obéir à une directive qui va à l'encontre du bon sens.»

M. Perreault est d'avis que la décision du Conseil canadien des relations de travail (CCRT), qui risque de freiner le désir de la Société canadienne des postes de privatiser certains services, n'y changera rien. La société a d'ailleurs décidé d'en appeler de cette décision en Cour fédérale. Le Conseil, qui tranche les litiges de relations de travail sous juridiction fédérale, stipule dans sa décision que la direction d'une succursale postale sous franchise doit verser à ses employés un salaire équivalent à ceux qui reçoivent les postiers syndiqués.

Ceci rend la privatisation moins attrayante, mais M. Perreault est loin d'être convaincu que cette décision va empêcher Postes Canada d'aller de l'avant avec son projet de privatisation.

Selon M. Perreault, le syndicat et la société sont toujours très loin d'une entente. Un règlement serait presque «illusoire» à ce stade-ci. Le syndicat veut le maintien des conditions de travail actuelles. Il a expliqué que l'enjeu principal des négociations cette année, c'est une plus grande sécurité d'emploi. L'employeur, dit-il, veut rouvrir toutes les clauses touchant la sécurité d'emploi. La société recherche une sécurité du revenu.

Elle veut, dit-il, procéder à des mises à pied en payant les employés (des rachats d'emplois). L'indemnité maximale offerte serait d'environ \$30 000. A long terme, quelque 8 000 emplois seraient menacés, dont 4 200 par le biais de la privatisation de comptoirs postaux.

Le contrat des postiers est échu depuis le 30 septembre 1986, mais est reconduit jusqu'à la signature d'une nouvelle convention collective. Les salaires, selon M. Perreault, ne posent pas de problèmes majeurs, mais le syndicat n'est pas d'accord avec les objectifs de Postes Canada qui desire geler les salaires pour sept mois et veut une deuxième échelle pour les nouveaux employés.

Postes Canada, affirme M. Perreault, veut venir à bout du syndicat des postiers et de son contrat. «C'est un combat royal d'un employeur qui décide de boycotter complètement la convention collective jusqu'à ce qu'il puisse venir à bout du syndicat. Si ce n'est pas par négociation, ce sera par une loi. Et l'employeur compte beaucoup sur le gouvernement conservateur pour passer une loi.»

Quant au recours aux briseurs de grève déjà annoncés par l'employeur, il trouve cela abominable. Il ne veut pas de violence, mais il admet que ce geste risque d'en susciter.

Un problème de culture...

Les Canadiens



en forme?

HONTE

4) L'éducation physique à l'école: une véritable honte...

SUITE DE LA PAGE A 1

ciens copains, les non-sportifs, qui ne ressentent même pas ce besoin physique d'une bonne sueur.

Plus on développe une habitude de toi dans la vie, plus il est facile de la conserver. L'habitude de l'activité physique ne fait pas exception.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce que toutes les provinces canadiennes aient accepté, en mai dernier, de soutenir une campagne de promotion en faveur de séances quotidiennes d'éducation physique à l'école («Quality Daily Physical Education»).

De nombreux organismes s'étaient d'ailleurs déjà prononcés en ce sens, dont le Service de santé publique des USA, les associations médicales de l'Alberta et de l'Ontario, Condition physique-Canada, l'Association canadienne de l'activité physique et de la récréation et, plus près de nous, le Conseil québécois des affaires sociales et de la famille.

De son cubicle perdu parmi mille cubicles semblables, au 9e étage d'une tour à béton de la Vieille-Capitale, Gilbert Gagnon assume une lourde responsabilité. Il est le responsable des programmes d'éducation physique au primaire et au secondaire au sein de la Direction générale des programmes du ministère de l'Éducation.

Un titre impressionnant. En pratique, il poursuit la même bataille que ses prédécesseurs contre l'archaïque façon de voir du ministère de l'Éducation, une bataille cent fois gagnée... et constamment perdue depuis 20 ans.

La dernière victoire remonte à 1981 alors que l'éducation physique devenait matière obligatoire d'enseignement (1981, incroyable mais vrai!).

«Un gain important», commente Gagnon. «Depuis cette décision, il se donne des cours d'éducation physique partout au Québec et à tous les niveaux d'enseignement. De plus, l'éducation physique s'est pourvue d'un programme, d'objectifs précis. Non seulement doit-elle être ensei-

gnée, mais il faut le faire correctement: les commissions scolaires n'ont plus le choix!».

La grande victoire de 1981 n'a pas beaucoup changé la défaite. Les commissions scolaires ont conservé le choix d'accorder à l'éducation physique le nombre d'heures qui leur sied. Au primaire, pour consacrer à chaque matière le nombre d'heures prescrit par le ministère, il faudrait allonger la semaine de l'écolier, rouvrir les conventions collectives et modifier le mode d'attribution du personnel. Ce sont les parents pauvres de la culture qui écopent, le plus souvent l'éducation physique et les arts plastiques.

«Les grandes heures de gloire sont passées», reconnaît Gagnon. «Au primaire, nos gens demeurent sur leur lancée mais on leur enlève constamment du temps. Au secondaire, toutes les matières réclament plus d'heures d'enseignement et nous stagnons.»

«Au fond, c'est un problème de culture. L'éducation physique est toujours perçue comme une matière secondaire; de plus, comme on peut obtenir son diplôme après avoir échoué tous ses cours d'éducation physique...»

Selon Gagnon, c'est au niveau des 11 directions régionales du ministère qu'il faudrait investir; ce sont elles qui sont le plus près des quelque 300 commissions scolaires du Québec. En régions, le ministère est représenté par des responsables pour l'ensemble des matières. Personne n'est porteur du seul dossier de l'éducation physique.

Il ne s'agit pas de la seule incohérence dans le système. Le volet santé de l'activité physique relève du secteur de la Formation personnelle et sociale. Parfois, pas souvent, on en traite en classe tandis que le véritable spécialiste, le professeur d'éducation physique est confiné au gymnase. En marge de tout ça, autre tête de l'hybride anarchique, le réseau provincial du sport scolaire qui, lui, richissime par comparaison, relève du ministère du Loisir, Chasse et Pêche! Il y a quelques mois, histoire sans doute de sauver la face, le ministère de l'Éducation a fait pression auprès du MLCP afin que les budgets du sport scolaire ne soient pas réduits. Rien comme quelques milliers d'enfants sur le Mont-Royal pour projeter l'image d'une belle jeunesse en forme!

«C'est une honte!», s'exclame Raymond Paquin, un des pionniers de l'éducation physique au Québec.

Il y a 17 ans, presque jour pour jour, Paquin y était allé de la même déclaration au journaliste Dollard Morin de *La Presse*. Au terme d'une tournée générale du Québec, l'ancien directeur du Bureau d'éducation physique de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) s'était particulièrement élevé contre l'abolition d'un service spécifique de l'éducation physique dans huit commissions scolaires. Son cri d'alarme n'a pas servi...

À la CECM, la plus grosse commission scolaire de la province, il n'existe plus de service d'éducation physique depuis belle lurette. Il n'existe même plus de coordonnateur spécifiquement affecté au dossier de l'éducation physique. Une des trois régions



PHOTO PIERRE CÔTE, La Presse

De l'activité physique à la télé... ou des jeunes moins en forme que leurs parents à leur âge.

administratives de la CECM n'en possède pas non plus. Dans les autres régions, les coordonnateurs ont hérité de tellement d'autres dossiers...

Raymond Paquin -il était de la première fournée des diplômés en éducation physique de l'Université de Montréal- a vécu les années exaltantes de l'éducation physique québécoise. Il y avait alors de l'élan, des comités ministériels, des ministres de l'Éducation, futuristes, qui promettaient une reconnaissance encore plus grande.

«On pouvait même se permettre l'audace de faire construire des douches dans les écoles», sourit Paquin. «Quel scandale, j'ai causé quand les parents ont réalisé que fiston devait prendre sa douche nu!»

Quelque temps après, le ministère de l'Éducation a réinventé la roue: les services spécialisés sont disparus et l'éducation physique est devenue une matière d'enseignement comme les autres.

Aujourd'hui, faute de coordonnateurs spécialisés à tous les niveaux de la structure, il arrive fréquemment que le premier interlocuteur valable d'un prof

soit Gilbert Gagnon, au 9e étage de sa tour de béton...

«Une honte!», répète Paquin. «Personne pour motiver, défendre les budgets, la répartition du temps, personne pour leur dire qu'on parle de santé!»

Personne pour leur dire qu'on parle de santé, celle d'aujourd'hui et de demain, personne pour soutenir qu'on parle aussi de rendement académique.

Il y a 40 ans qu'on sait, depuis l'expérience française de Vanves, que les écoliers soumis à un programme quotidien d'activité physique obtiennent de meilleurs résultats scolaires.

L'expérience de Vanves a été reprise plusieurs fois, à Trois-Rivières même, récemment, par Voile, Shephard et Lavallé. Bien qu'ils aient raté une heure de cours par jour, les écoliers de Trois-Rivières ont obtenu de meilleures notes tant aux examens de l'école qu'à ceux du ministère de l'Éducation. Ce n'est peut-être pas en augmentant les heures de cours qu'on assure l'apprentissage des matières traditionnelles... Il y a peut-être là une leçon intéressante pour la haute

direction de la CECM qui vient d'adopter un Plan de redressement scolaire audacieux. Le Plan ne tient cependant aucun compte de la santé des sujets.

L'expérience de Trois-Rivières n'a pas ébranlé le ministère de l'Éducation. L'aristocratie de l'Éducation n'avait pas été touchée non plus par les conclusions d'une étude semblable conduite en Ontario. Celle-ci avait démontré que les écoliers physiquement actifs étaient moins stressés, plus disciplinés, moins malades, mieux équilibrés sur les plans psychologique et émotionnel; en meilleure santé, quoi!

Au ministère, on a donc à peine parlé de l'expérience de Trois-Rivières. On a par ailleurs bondi quand les médias ont publié des chiffres démontrant la piètre qualité physique des écoliers québécois. Il n'y avait pourtant rien d'étonnant: issus du même système scolaire, les adultes québécois détiennent le championnat national de la sédentarité depuis un bon moment!

DEMAIN: L'activité physique: tôt... ou trop tard, tout le monde en fait!

NOS CLIENTS, EUX, LE SAVENT...
RÉNOVATION L'ACADIE
 9725, boul. L'ACADIE, Montréal
 C'EST LE MEILLEUR CHOIX!

CUISINES

AUSSI DISPONIBLES

- salles de bains
- salles de jeux
- rajouts
- TOUT GENRE DE RÉNOVATION

45% DE MOINS
 que notre liste de prix suggère sur nos cuisines en mélamine.

PRÊT BANCAIRE DISPONIBLE POUR RÉNOVATION

HEURES D'OUVERTURE
 Samedi et dimanche, de 10 h à 17 h. Du lundi à mercredi, de 9 h à 18 h. Jeudi et vendredi, de 9 h à 20 h.

ESTIMATION À DOMICILE **337-0702**

LIQUIDATION 87
 PLUS DE 95 VÉHICULES À LIQUIDER

FINANCEMENT 3.9%
 (24 mois)

24 TRACER
 à partir de **\$8585***

* transport et préparation en sus

11885 LAURENTIEN
 Montréal
 Au nord du boul. Henri-Bourassa
331-4020

MERCURY LINCOLN

Controverse au sujet d'un règlement d'emprunt de \$7,4 millions à Verdun

FLORIAN BERNARD

■ Quelques centaines de citoyens avaient déjà signé, hier, le registre des électeurs de Verdun, signifiant ainsi leur opposition à l'adoption d'un règlement d'emprunt de \$7,4 millions pour la construction d'un garage municipal.

La signature du registre se poursuivra, aujourd'hui, jusqu'à 19 h. La présidente du mouvement Taxe-Action, Mme Kathy Touchette, a déclaré qu'il faudra un minimum de 500 signatures pour bloquer l'adoption du règlement et forcer les autorités à décréter un référendum ou, à son choix, à retirer le règlement.

Arthur Benarroch, de l'Île des Soeurs, ont approuvé le règlement.

L'administration municipale a fait valoir l'urgence de doter la ville d'un garage municipal, moderne et fonctionnel, pour remplacer les divers abris qui servent actuellement à loger les équipements. Toutefois, le mouvement Taxe-Action estime que le nouveau garage sera beaucoup trop luxueux. La présidente, Mme Touchette, a déclaré à *La Presse* qu'un bâtiment plus modeste, de l'ordre de \$3 à \$4 millions, ferait tout aussi bien l'affaire. « Nous aurions voté en faveur d'une construction qui respecte les contribuables et qui aurait été plus conforme à la situation financière de Verdun » a-t-elle souligné.

Mme Touchette a ajouté que plus de 20 p. cent du budget de la ville va déjà au service de la dette à long terme. « Il ne nous semble pas approprié, actuellement, d'ajouter près de \$8 millions à cette dette » a-t-elle conclu.

La présidente de Taxe-Action a également dénoncé l'attitude des dirigeants de la ville, hier, au moment où les citoyens se sont présentés à l'hôtel de ville pour signer le registre. Selon elle, on a tenté d'influencer leur décision en leur montrant les plans du nouveau garage et les photos de l'ancien.

PRÊTS
 commerciaux seulement
 sans nantissement.
 Rapid Finance Co. Ltd.
342-4488

anglais français

ESPAGNOL - ALLEMAND - ITALIEN et autres langues
 COURS DE CONVERSATION TOUTE L'ANNÉE

4 SEMAINES INTENSIVES
 3 HEURES PAR JOUR

10 SEMAINES RÉGULIÈRES
 2 SOIRS PAR SEMAINE

ECOLE DE LANGUES
Galois
844-5060
 DEPUIS 1965

VISA MasterCard METRO PEEL

2100 Drummond, suite 555



Gérald LeBlanc

Le monstre municipal

C'était un vendredi soir, le 28 août précisément, et Jean Boudreau n'avait aucune raison de ne pas apprécier le retour au foyer, loin du boulot pendant une soixantaine d'heures.

Ce vendredi là fut toutefois bien particulier. En arrivant chez lui, rue de Bullion entre la rue Prince-Arthur et l'avenue des Pins, le petit propriétaire-résident a d'abord cru halluciner. Les voitures ne circulaient plus de nord en sud, comme d'habitude, mais en sens inverse.

Non seulement le sens unique venait subitement de changer de cap, mais les camions et les motos s'en donnaient maintenant à cœur joie sur cette piste qui leur était naguère interdite.

La vie venait brutalement de changer, non seulement pour les habitants de ce petit tronçon de rue résidentiel, mais également pour les habitués de l'école primaire Saint Patrick et du petit parc de Bullion.

Habités de traverser la petite rue tranquille, les enfants n'arrivaient pas à comprendre le nouveau casse-tête. Il faudrait en effet des photos et des cartes pour expliquer la drôle de circulation qu'on observe sur la rue de Bullion depuis une dizaine de jours.

Un peu d'histoire et de géographie d'abord, pour situer le problème. Il y a quelques années, les prostituées avaient envahi le carré Saint-Louis et les environs. Comme toujours, les peripatéticiennes ont entraîné leurs clients, et il s'est en conséquence produit un accroissement subit de la circulation automobile.

Les résidents du quartier se sont plaints. Dans la plus pure tradition canadienne, qui ne proscribit pas la prostitution mais pourchasse ceux qui la pratiquent, la Ville a voulu briser le parcours des rôdeurs. Entre la rue Saint-Laurent et la rue Saint-Denis, il y a cinq petites rues, qui relient les rues Prince-Arthur (qui est piétonnière de la rue Saint-Laurent au carré Saint-Louis) et Sherbrooke. Les rues Saint-Dominique, Colonniale, de Bullion, Hôtel-de-ville et Laval sont donc toutes devenues sens unique de nord en sud. La stratégie a semblé porter fruit, puisque les prostituées sont remontées au nord de l'avenue des Pins.

Il fallait quand même assurer un certain accès sud-nord aux ambulances et aux camions d'incendie. On a donc choisi de Bullion, la troisième des cinq petites rues, pour aménager un couloir d'urgence, du côté est de la rue. A une quinzaine de pieds du trottoir, on a tracé une ligne jaune pour permettre aux voitures de stationner.

Avec le récent changement de direction vers le nord, on arrive à la drôle de situation suivante: un couloir de circulation à l'est, une rangée de stationnement, un autre couloir de circulation et une autre rangée de stationnement à l'ouest.

Croyant rêver, M. Boudreau est allé voir au coin de la rue Sherbrooke pour vérifier si l'on ne tournait pas un film sur sa rue. Rien! Aucune pancarte n'avisait les gens qu'on venait de modifier le cours de leur vie quotidienne. Bien plus, les anciennes pancartes, interdisant l'accès aux camions et aux motos, avaient disparu, sans aucun avertissement aux résidents de la rue.

Un premier appel à la Ville lui apprend qu'il faut parler à M. Malouin. Il est absent. M. Boudreau insiste pour parler au directeur du service, M. De-noncourt, pour qu'il s'agit d'une « question technique » de rationalisation de la circulation routière.

Se rappelant qu'il est dans le district Saint-Jean-Baptiste (l'ancien district du maire Doré où il s'est encore présenté avec une co-listière à la dernière élection), M. Boudreau loge des appels aux deux numéros qu'on lui a donné pour rejoindre sa conseillère, Thérèse Daviau.

Son appel est demeuré sans réponse. Tout comme celui qu'il avait logé, en début d'année, auprès de Mme Daviau pour se plaindre de l'absence de signalisation du nom de sa rue à l'angle de la rue Prince-Arthur.

Depuis qu'elle est devenue piétonnière, la rue Prince-Arthur ne comporte plus la signalisation habituelle des rues transversales. On a plutôt inscrit les noms de rue sur les grosses colonnes (on les appelle Morris, je crois) installées au milieu de la rue. Le hic, c'est qu'il y a de telles colonnes pour les rues voisines (Colonniale et Hôtel-de-ville), mais pas pour la rue de Bullion. Les visiteurs ont donc souvent de la difficulté à retrouver la maison du citoyen Boudreau.

En désespoir de cause, M. Boudreau a écrit une lettre manuscrite à sa conseillère, qui avait incidemment promis, durant la campagne électorale, d'améliorer le petit parc de Bullion, sur la rue du même nom entre la rue Prince-Arthur et l'avenue des Pins.

En attendant, M. Boudreau, qui a voté pour le RCM, de qui il attendait un rapprochement de l'administration avec la population, est fort déçu. Il croyait que ce rapprochement se ferait autour des petits problèmes quotidiens des gens. Il n'est pas contre les grands plans d'ensemble de consultation, mais il aimerait aussi qu'on affiche le nom de sa rue et qu'on l'avise lorsqu'on y modifie radicalement les règles du jeu de la circulation automobile.

Il commence à se demander si le monstre municipal a vraiment changé le 9 novembre dernier. Et il se console en redisant comme les anglophones: « You can't fight city hall! »

Démission de l'ombudsman de l'hôpital Rivière-des-Prairies

■ La personne chargée de défendre les droits des patients à l'hôpital psychiatrique Rivière-des-Prairies à Montréal, a remis sa démission au ministre de la Santé des Services sociaux.

Rappelons que le poste d'ombudsman avait été créé par le gouvernement du Québec après une enquête qui avait duré un an. Le commissaire Shadley avait alors conclu qu'il fallait mettre l'établissement en tutelle. Mais Mme Thérèse Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Affaires sociales, décidait plutôt, en mai 1986, de nommer un observateur et de créer un poste d'ombudsman.

Un an plus tard, la personne nommée démissionne. Dans une lettre au ministre, dont Radio-Canada a pris connaissance, elle explique: « Au-delà des beaux discours sur la qualité de la vie, la partie qui se joue dans cette institution repose essentiellement sur la volonté de la direction en place de ne rien changer en profondeur ». Avant de rappeler au ministre que « cette démission est définitive », l'auteur de la lettre souligne avoir travaillé pendant neuf ans à l'Institut psychiatrique Philippe Rinel.

SOLDE DE PNEUS "GRANDE EVASION"

ARRIVA, FLANC BLANC
 RADIAL TOUTES SAISONS
 CEINTURE D'ACIER
 A PARTIR DE **5880**

BLUENA VISTA PALACE
 World Super Market Village

DELTA AIR LINES

Walt Disney World

Le Solde de pneus "grande évvasion" de Goodyear est en cours. Pendant ce solde, vous économiserez beaucoup à l'achat de pneus de qualité de Goodyear et vous jouerez aussi à gagner l'une de dix vacances pour quatre à Walt Disney World en Floride.

Bueno Vista Palace Hotel du Walt Disney World Village pendant cinq jours et quatre nuits. Rendez-vous chez un détaillant Goodyear participant. Vous y trouverez tous les détails du Solde de pneus "grande évvasion". Goodyear vous offre aussi la chance de vivre l'expérience du Royaume Enchanté des Merveilles du EPCOT Centre.

EAGLE GT-4
 LETTRES BLANCHES DÉSSINÉES
 RADIAL HAUTE PERFORMANCE
 TOUTES SAISONS
 A PARTIR DE **123.90**

NOUVEAU EAGLE ST
 LETTRES BLANCHES EN RELIEF
 RADIAL HAUTE PERFORMANCE ECONOMIQUE
 A PARTIR DE **79.80**

TIEMPO, FLANC BLANC
 RADIAL TOUTES SAISONS
 ECONOMIQUE
 A PARTIR DE **49.80**

GOODYEAR

LE SOLDE SE TERMINE LE 3 OCTOBRE

CENTRES DE SERVICE

MONTRÉAL 9170, RUE SHERBROOKE EST 352-2662 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	MONTRÉAL CENTRE-VILLE 11, BOUL. DE MAISONNEUVE EST 849-8031 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	LAVAL-PONT VIAU 368, BOUL. DES LAURENTIDES 667-0210 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00
MONTRÉAL 5750, CÔTE DE LIESSE 731-6471 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	AHUNTSIC 10220, BOUL. ST LAURENT 381-2591 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	LA SALLE 1870, AV. DOLLARD 363-0633 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00
MONTRÉAL 2615, RUE ONTARIO EST 527-8364 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	ST. LÉONARD 9255, BOUL. LACORDAIRE 325-3280 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	VERDUN 4000, AV. VERDUN 761-4568 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00
MONTRÉAL 5135, AV. PAPINEAU 527-9854 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	LAVAL-CHOMÉDEY 1250, BOUL. LABELLE 688-3575 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	CHATEAUGUAY 104, BOUL. DANJOU 691-3160 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00

AUTO GOODYEAR

LONGUEUIL 85, BOUL. STE-FOY 679-5250 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	ST. LAURENT 1340, MONTÉE DE LIESSE 334-9312 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine	PNEUS DOLLARD INC. 3814 MONTÉE SUEUR DOLLARD-DES-ORMEAUX 620-2341 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 13 h 00
DOLLARD-DES-ORMEAUX 4910, CHEMIN DES SOURCES 684-9532 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	ANJOU 8301, BOUL. METROPOLITAIN 354-7444 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine	LES PNEUS BERNARD LEE 733 BOUL. LAURIER, ST-HILAIRE 467-3688 De 8 h 00 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 12 h 00
ST. MICHEL 3845, RUE JEAN-TALON EST 729-4394 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00	W. GORDON INC. 2125 CAVENDISH BOUL. 481-7771 De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 7 h 30 à 15 h 00	CENTRE DU PNEU ST-CONSTAN 77 RUE ST-PERRE, ST-CONSTAN 632-4140 De 8 h 00 à 18 h 00 en semaine Samedi: de 8 h 00 à 13 h 00 Samedi à 21 h 00, jeudi et vendredi Fermé de 12 h 00 à 13 h 00



Goodyear Comptez sur nous.

Des parents réussissent à garder leurs enfants dans une école de leur choix

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les parents des 31 écoliers, qui tiennent absolument à ce que leurs enfants fréquentent une école près de leur domicile, à Deux-Montagnes, viennent de remporter la première manche. Pour que ces garçonnets et les fillettes, qui sont au centre de la dispute bien malgré eux, ne soient pas pénalisés, les autorités de la Commission scolaire Deux-Montagnes ont en effet décidé de faire

temporairement un accroc au règlement et de les intégrer dans des classes de leur niveau.

Quelques jours avant la rentrée, les parents de ces écoliers ont indiqué qu'il n'était aucunement question que ces jeunes voyageant plus d'une heure par jour pour aller dans une école de la Commission scolaire Saint-Eustache. Lorsque l'école a commencé, les parents ont laissé les enfants à l'école près de chez eux.

Ces parents habitent un nouveau quartier domiciliaire, et

pour que leurs enfants du primaire puissent aller dans une école du voisinage, les autorités scolaires de Deux-Montagnes ont procédé à la construction d'une nouvelle école. Mais, à cause d'échanges de terrains datant de plusieurs années, le secteur où sont situées les maisons neuves relève de la commission scolaire Saint-Eustache, dont les écoles sont situées aussi loin que Laval-Ouest.

Les parents et la direction de la CS Deux-Montagnes ont deman-

dé au ministre de l'Éducation, Claude Ryan, de trancher ce litige. Le député d'Argenteuil refuse de se prononcer avant la tenue des prochaines élections scolaires qui auront lieu le 15 novembre.

Le 21 septembre

Au cours d'un entretien téléphonique, le directeur général de la CS Deux-Montagnes, M. Pierre Leduc, a déclaré que, les premiers jours, les enfants qui ont été conduits par les parents à la nouvelle école, avaient été confiés à des

enseignants qui n'étaient pas attirés à des groupes spécifiques.

« Au retour du congé de la Fête du travail, ajoute M. Leduc, ces enseignants n'étaient plus disponibles et nous avons décidé de placer les enfants dans les classes de leur niveau avec les autres écoliers qui fréquentent normalement cette école. L'école appartient aux enfants et ce n'est pas à nous de les mettre dehors. Ces enfants ont droit à la même éducation que tous les autres, ce n'est pas de leur faute s'ils sont au cen-

tre de ce litige. Le comité exécutif de la CS Deux-Montagnes va décider de leur avenir chez nous à sa réunion du 21 septembre. »

En voulant éviter de faire perdre des journées d'école à ces enfants, la CS Deux-Montagnes va à l'encontre de directives du ministère de l'Éducation. C'est en effet la CS Saint-Eustache qui reçoit actuellement les subventions du gouvernement pour ces 31 garçons et filles.

Rentrée difficile à l'école secondaire Joseph-François Perreault

La rentrée des élèves de l'école secondaire Joseph-François Perreault, dans le quartier Saint-Michel est pénible pour plusieurs élèves et professeurs. En effet, leur école, dont deux étages ont été complètement inondés lors des pluies torrentielles du 14 juillet, n'est toujours pas prête à les accueillir, une semaine après le début des cours dans les autres écoles.

La situation est particulièrement difficile dans l'aile réservée à l'enseignement de la musique, concentration qui fait la fierté de l'école, où les étudiants ne pourront avoir accès à leurs locaux avant une quinzaine de jours. Les dégâts importants causés par l'eau requièrent des travaux de reconstruction qui se sont poursuivis nuit et jour sans arrêt depuis quelques semaines.

Malgré tout cela la Commission des écoles catholiques de Montréal a décidé d'ouvrir l'école hier matin et d'exiger une rentrée de tous les élèves en même temps. Les professeurs déplorent qu'on n'ait pas appliqué la rentrée progressive qui aurait permis à tous de mieux s'organiser. Il faut dire qu'en plus, tous les locaux renouvés n'ont pas encore de meubles, particulièrement pour les ateliers d'enseignement technique et professionnel, les ateliers d'arts plastiques et les locaux de musique. Les professeurs rapportent que 400 élèves sont ballottés d'un local à l'autre et perdent leur temps.

L'Alliance des professeurs de Montréal a présenté à la CECM un plan d'accueil et de rentrée progressive par niveau à compter de demain dans le cas de cette école.

Manif au Soleil

Presse Canadienne
QUEBEC

À titre d'avertissement à la partie patronale, les employés du quotidien *Le Soleil* manifesteront, ce matin devant l'édifice de la rue Saint-Vallier à Québec, afin de montrer leur insatisfaction concernant les négociations en cours à la table des avantages sociaux.

Ce sera la première fois que les huit unités syndicales du quotidien manifesteront dans un but commun. L'employeur leur propose de prendre \$1 million dans le surplus actuariel des contributions au régime de retraite pour permettre à certains employés de prendre une pré-retraite. « C'est notre argent », clame la présidente du syndicat des journalistes, Mme Monique Giguère, en précisant que le surplus, en date du 31 décembre 1986, se chiffrait à plus de \$2 millions.

« On veut que cette somme soit utilisée pour améliorer les rentes », a-t-elle expliqué.

Dans quelques temps, travailleurs et employeur devront faire face à des changements technologiques. C'est ainsi que certains corps d'emplois sont appelés à disparaître.

XIXe siècle

« Le niveau actuel du fonds de pension est digne du XIXe siècle », a lancé la représentante syndicale. Selon le régime actuel, un employé âgé de 65 ans avec 35 années de service, a droit à 26 p. cent de son salaire. La proposition patronale est de 29 p. cent. Les employés demandent un taux de remplacement de revenu de 45 p. cent.

Selon Mme Giguère, les représentants des huit unités syndicales ont tenu de ne rien signer concernant le fonds de pension tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas une entente globale sur ce point.

Les journalistes sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre 1986. La présidente du syndicat affirme que les négociations piétinent toujours malgré la prise en main du quotidien, il y a quelques mois, par l'homme d'affaires Conrad Black. « On n'est pas sûr que des mandats clairs ont été donnés », dit-elle.

Aucun des employés en devoir ce matin ne quittera son emploi pour prendre part à la manifestation.

POLLACK

VENTE 9^e ANNIVERSAIRE

Des CENTAINES de manteaux
Collection 1987

- Tweeds (avec ou sans appliques de cuir)
- 100% laine
- Popeline
- Gris foncé, bleu marin, vert forêt, kaki, taupe ou tweed noir et blanc
- 4 à 16 ans, longueur régulière

33 1/3%
DE RABAIS



CHEZ POLLACK SEULEMENT

Prix régulier 95\$ à 110\$
Un prix incroyable pour ces 4 modèles de

- Cuir
- Complètement doublées
- Semelles antidérapantes
- 4 hauteurs différentes
- Pointures de 6 à 10
- Noir, blanc cassé ou bleu marin

bottes *Bastien*

69⁹⁹
la paire



Pollack pour elle

LES GALERIES D'ANJOU · PLACE VERTU · CARREFOUR LAVAL

Pin-Pin y's'en fout de l'hiver!

Et vous?



Vous auriez avantage à connaître le plus grand fabricant au Canada d'appareils de chauffage et de climatisation. Entre autres, les appareils de chauffage électrique à air forcé les plus fiables, construits au Québec pour notre climat.

Logements au métro Rosemont: des citoyens demandent au RCM de tenir ses promesses

MARIANE FAURAU

La table de concertation (logement-aménagement) de la Petite Patrie tient à rappeler à l'administration Doré-Fainstat ses promesses électorales de construire des logements populaires à la station de métro Rosemont.

En novembre dernier, les sept candidats du RCM de la région centre-nord avaient promis un développement domiciliaire à la place des ateliers municipaux de Rosemont qui devront être démolis. Il s'agit d'un vaste quadrilatère s'étendant de la rue de Chateaubriand à la rue Saint-Denis, entre le boulevard Rosemont et la rue Des Carrières.

Mais des informations filtrant de l'hôtel de ville voudraient maintenant qu'on réserve un quart, et même un tiers de cet espace pour y construire des commerces ou des bureaux. Le projet

de la table de concertation ne comptait que des logements, soit 332 dont 122 HLM, les autres étant réalisés en coopérative ou par des organismes sans but lucratif.

Des porte-parole de la table, (regroupement d'une dizaine d'organismes des quartiers Rosemont, Villeray, Saint-Etienne, etc.) expliquent que le comité exécutif de Montréal doit se pencher aujourd'hui ou demain sur une nouvelle proposition dont ils ignorent tout.

Et c'est cette impossibilité d'influencer la prise de décision qui les inquiète, tout comme le secret qui entoure maintenant ce projet.

En effet, explique Johanne Lapointe, de la Société populaire d'habitation de Rosemont, après avoir travaillé depuis janvier en étroite collaboration avec le module d'habitation et de développement urbain de la ville, tout est

devenu confidentiel depuis quel que temps. «On est peu bavard, on ne sait plus trop ce qui se passe.»

Le module aurait déposé une nouvelle proposition au comité exécutif dont même les conseillers municipaux du secteur n'ont pas connaissance. Ce n'est qu'après son adoption que le comité exécutif autoriserait des consultations là-dessus. On ne veut donc pas, à la table, se retrouver devant un fait accompli.

Les porte-parole disent aussi qu'on leur fait miroiter la possibilité de construire des logements populaires ailleurs, dans le quartier, pour compenser l'adjonction de commerces ou bureaux dans le projet initial. Mais les organismes du quartier se demandent où pourrait-on construire.

Le site envisagé étant le dernier grand espace libre. (Québec s'y était intéressé, offrant d'y construire une usine, sous l'ancienne administration.)

Mme Claude Bégin, du Comité-Logement Rosemont, rappelle qu'une pétition de 5000 noms avait appuyé le projet de réserver cet emplacement uniquement pour un développement résidentiel. C'était peu avant les élections et les sept candidats RCM du secteur l'avaient fermement appuyé, en faisant une promesse électorale.

C'est cet engagement qu'on veut maintenant faire respecter. On estime que l'insertion de commerces dans ce projet influencerait sur la qualité de vie des résidents tout en rognant sur le nombre de logements à construire.

\$73 millions pour l'Association de la dystrophie musculaire

Agence France Presse
LAS VEGAS

Pour la 22ème année consécutive, les Américains ont répondu à l'appel de l'acteur Jerry Lewis lors de la grande émission de télévision qu'il organise à l'occasion du week-end de la Fête du travail afin de recueillir des fonds pour

l'Association américaine de la dystrophie musculaire.

Cette émission retransmise par 200 chaînes aux Etats-Unis et au Canada, a permis de récolter entre dimanche et lundi \$73 millions dont \$39 millions versés par les téléspectateurs et \$34 millions versés par des grandes entreprises.

Île de Montréal

45% des employés de la CUM sont insatisfaits



FLORIAN BERNARD

Près de la moitié des employés de la Société de transport de la CUM, soit 45 p. cent, est insatisfaite des relations de supérieur à subordonné et éprouve des doutes sérieux quant aux chances d'avancement et de promotion. En outre, six employés sur 10 estiment que le système de promotion est injuste et n'aide pas les meilleurs à accéder aux échelons plus élevés. Le sondage réalisé par Sorecom, à la demande de la STCUM, révèle que 37 p. cent des 681 employés interrogés trouvent qu'il y a trop d'intermédiaires entre la direction et le personnel. De plus, 29 p. cent des répondants estiment qu'il y a une absence générale de communications au sein de l'entreprise. Si neuf employés sur 10 déclarent que leur équipe de travail fonctionne relativement bien, 36 p. cent des personnes interrogées soulignent n'éprouver que très peu de fierté et de loyauté à l'endroit de la STCUM. Près de la moitié des employés, soit 48 p. cent, trouve que la direction néglige l'aspect humain dans ses relations avec ses subalternes. Concernant l'image que projette la STCUM, 58 p. cent des personnes interrogées estiment que la société est mal administrée et qu'elle est trop centrée sur elle-même. Près de 70 p. cent lui reproche son traditionalisme et sa peur de se moderniser. La direction de la STCUM a reçu les résultats de ce sondage comme une affirmation de quelque chose de malsain auquel il faudra apporter des correctifs dans les meilleurs délais, notamment en ce qui touche les communications, les relations de travail et la modernisation des méthodes de gestion de personnel.

POTENTIEL FISCAL DE LA CUM: \$70 MILLIARDS

La valeur foncière globale de la Communauté urbaine de Montréal s'établit maintenant à \$70,4 milliards, comprenant \$57,1 milliards au plan foncier et \$12,8 milliards en valeur locative. A elle seule, la ville de Montréal possède un potentiel fiscal global de \$39,2 milliards. Les deuxième et troisième rangs sont détenus par Saint-Laurent avec une valeur foncière globale de \$4,5 milliards et Saint-Leonard, dont le potentiel s'établit à \$2,5 milliards. C'est l'île Dorval qui possède la valeur foncière la plus faible du territoire, avec \$2,0 milliards.

RÉSIDENTS DE LA CUM: UN RÉPERTOIRE DE 800 PAGES

Le onzième volume de la prestigieuse série consacrée au répertoire de l'architecture traditionnelle de l'île de Montréal vient de paraître. Il s'agit d'un volume de plus de 800 pages, comportant des centaines de photos, et décrivant les plus somptueuses résidences des 28 villes du territoire de la Communauté urbaine de Montréal. La plupart des grandes résidences décrites dans ce volume sont encore visibles de la rue et plusieurs sont ouvertes au public. Ce livre, réalisé par le service de planification du territoire, entraîne le lecteur à la découverte des belles résidences de Montréal, de Westmount, d'Outremont et des autres villes. Ce volume est offert à \$15 au secrétariat de la CUM, 2 Complexe Desjardins, Tour Est, bureau 2104, Montréal H5B 1E6. Il faut faire un chèque au nom de la Communauté urbaine de Montréal et ajouter 15 p. cent de frais de poste et de manutention. Renseignements au 280-6700 ou 280-3455.

GRAND PARC ÉCOLOGIQUE À L'ÎLE PERROT

C'est au cours du prochain week-end que sera inauguré le nouveau parc riverain de l'île Perrot. Le maire, M. Pierre Bleau, et le député provincial, M. Daniel Johnson, recevront les invités. Ce parc écologique constitue un site exceptionnel d'interprétation de la faune et de la flore. Il deviendra à court terme un rendez-vous des ornithologues et des naturalistes. On y rencontre plusieurs espèces d'oiseaux migrateurs, familles de la région de Montréal, et un large éventail des plantes de la basse plaine montréalaise. Ce parc aura une vocation régionale.

NOUVEAU RECORD À POINTE-CLAIRE

Tout indique que la valeur des permis de construction émis à Pointe-Claire en 1987 atteindra un nouveau record, même si, l'an dernier, on avait déjà atteint un sommet de \$50 millions. Cette année, à la fin de juin, la valeur des permis dépassait déjà \$55 millions. Trois projets de construction de centre commerciaux dans le secteur des boulevards Saint-Jean et Brunswick, de même que les nouvelles installations du Y.M.C.A. West Island, ont contribué à hausser la valeur globale des permis émis par la ville. En outre, 240 nouvelles résidences ont été mises en chantier depuis le début de l'année. Les autres projets à l'étude comprennent un hôtel sur le boulevard Brunswick et un centre commercial à l'intersection du boulevard Saint-Jean et de l'avenue Labrosse.

MODERNISATION DE LA LIGNE MONTREAL-DEUX-MONTAGNES

Six villes du secteur nord-ouest de la Communauté urbaine de Montréal ont demandé au gouvernement du Québec de s'engager formellement à maintenir, à améliorer et à développer l'infrastructure et le service de la ligne ferroviaire Montréal-Deux-Montagnes. Dans un mémoire commun, les villes de Saint-Laurent, Mont-Royal, Pierrefonds, Roxboro, Deux-Montagnes et Dollard-des-Ormeaux soulignent que les usagers réclament la modernisation de cette ligne depuis un quart de siècle. Le conseiller de Saint-Laurent et délégué à la CUM, M. Jean-Louis Cousineau, a rappelé que le ministère des Transports avait pris le leadership de la défense des trains de banlieue, il y a près de douze ans. La situation actuelle de cette ligne, a-t-il ajouté, exige de toute urgence de repenser l'ensemble des infrastructures et des équipements. Malgré un contrat de service liant le CN jusqu'en 1992, la ligne ne cesse de se détériorer. Selon le mémoire des villes, les usagers s'interrogent sur la capacité des équipes d'entretien du CN de maintenir le train en état de fonctionner jusqu'en 1992.

vente RETOUR À L'ÉCOLE

La réclame expire le 30 septembre 1987

99.95 ~~149.95~~
Walkie-talkie TRC-217 de 40 canaux et 2.5 W avec limiteur autom. de bruit.
21-1644*

429.95 ~~669.95~~ RABAIS \$240 Liquidation
Récepteur AM/FM STA-2600 à synthétiseur numérique, 100 W par canal, recherche, mémoire.
31-3015

119.95 ~~199.95~~ ch.
Enceintes 3 voies au son superbe, H.P. de graves 12", d'intermédiaires 4-1/2", refroidi par liquide et d'aiguës 4". Circuit à disjoncteur.
40-8600

RABAIS \$5
Barre à la masse, à 6 prises et disjoncteur à réenclenchement.
19.95 ~~24.95~~
61-8207

RABAIS 31%
Mallette en vinyle pour 24 cassettes.
8.88 ~~12.95~~
44-658*

Récepteur à balayage PRO-2011, 20 canaux et 8 gammes.
RABAIS \$80
199.95 ~~279.95~~
20-118

Radio AM/FM stéréo/lecteur d'auto à inversion automatique, 30 W.
RABAIS \$100
199.95 ~~299.95~~ 12-1929

DU6FONE-166 à H.P., composition autom. et mémoire programmable.
RABAIS \$30 Liquidation
159.95 ~~189.95~~
43-604

RABAIS \$30
Interphone à 3 postes/3 canaux branchez-le dans une prise CA. Peut aussi servir entre maisons voisines.
89.95 ~~119.95~~
43-218

RABAIS 28%
EC-4014, 67 fonctions, scientifique solaire.
24.95 ~~34.95~~
65-979

A réception des articles en liquidation, les articles épuisés pourront être fournis plus tard. Nous nous réservons le droit de corriger les erreurs typographiques.
*Cassettes/piles non fournies

Radio Shack

DIVISION INTERTECH CANADA LEE

En solde dans tous les magasins et détaillants participants de Radio Shack



Un collaborateur de la SQ infiltré dans un réseau de trafiquants de « coke »

JOYCE HAPIER

■ C'est un collaborateur de la Sûreté du Québec, qui, en infiltrant un groupe de quatre suspects, a permis à la police de suivre leurs présumées opérations de trafic de cocaïne.

Le collaborateur, Claude Beauchamps, témoignait hier au procès des quatre accusés, Conrad et Denis Bouchard, Louis Henri et Jean-Guy Bourgouin à qui on reproche d'avoir importé du Pérou dans des bombonnes d'oxygène 13 kilogrammes de cocaïne dans le but d'en faire le trafic.

M. Beauchamps a expliqué au jury composé de quatre femmes et huit hommes, que dès qu'il avait appris que les quatre avaient besoin de lui pour leur opération, il avait averti la SQ, à l'insu de ses nouveaux « associés ». Le plan consistait, a dit le

temoin, à passer quelques jours en Jamaïque, puis à prendre un avion pour Lima où on lui remettrait le stock bien dissimulé dans des bombonnes d'oxygène. On lui avait promis, de dire le témoin, \$10000 pour le transport des stupéfiants et \$2500 pour ses dépenses pendant le voyage.

Aussi M. Beauchamps devait-il quitter Montréal pour la Jamaïque en compagnie de sa femme et de M. Bourgouin. Surprise, une fois dans l'avion on devait décider que les deux hommes repartiraient aussitôt pour Lima laissant Mme Beauchamps seule en Jamaïque... et vexée, a précisé le témoin.

Le témoin a expliqué au jury, instruit par le juge Jean-Guy Boilard, de la Cour supérieure, qu'il a passé 10 jours au Pérou, à jouer les touristes en attendant qu'on lui remette la drogue, puis qu'il est ensuite retourné passer trois

jours en Jamaïque, avec ses bombonnes pleines, avant de rentrer au Canada. De retour au pays, il a contacté la SQ et Conrad Bouchard, pour l'aviser qu'il avait mené à bien leur projet. Ce n'est qu'une fois de retour au Canada que les policiers ont informé Mme Beauchamps que les bombonnes, qui devaient servir soi-disant pour une partie de plongée sous-marine, contenaient de la cocaïne.

Les policiers ont saisi une première fois sept kilogrammes de cocaïne dans deux bombonnes puis six autres kilogrammes dissimulés dans deux autres bombonnes.

Permis de bar suspendu à cause d'actions indécentes

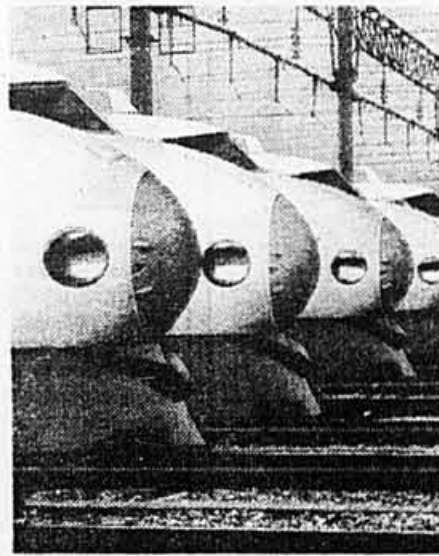
■ La Régie des permis d'alcool a suspendu pour deux ans le permis d'alcool du salon bar Le Couple (C Plus), situé au 6532, rue Papi-neau à Montréal, notamment parce qu'il s'y est produit des actions indécentes et parce que l'établissement a exploité « le sexe

comme instrument de commercialisation de boissons alcooliques ». Dans un communiqué diffusé hier, la régie note que la police de la CUM a rendu plusieurs visites à cet endroit avant d'y faire une descente en novembre dernier.

LES CINQ MOYENS DE TRANSPORT LES PLUS POPULAIRES EN ORIENT.



Le Sampan Petite embarcation en usage en Chine. Le plus souvent, il a deux mâts grésés de voiles. Mais il arrive, comme l'illustre notre photo prise à Hong Kong, que le sampan soit manœuvré avec de longues rames.



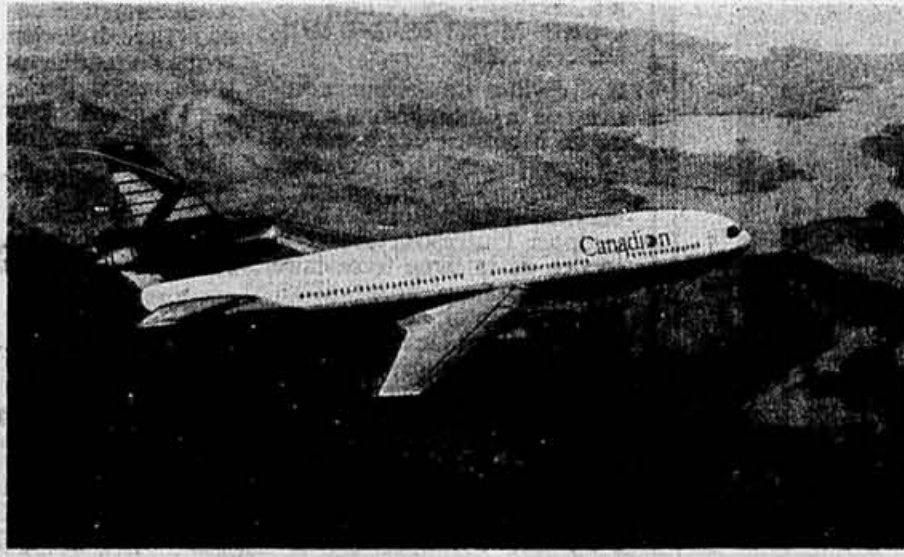
Le «Bullet Train» Inauguré en 1964, ce train électrique confortable et ultra-rapide dessert plusieurs grandes villes japonaises. Atteignant 240 km/h, il relie Tokyo à Osaka en 3 heures 8 minutes, parcourant ainsi 515 km.



La bicyclette Très populaire en Orient pour le magasinage, les livraisons ou la navette entre le bureau et la maison. Le vélo connaît un grand succès en Chine tout spécialement. À preuve, ces modèles identiques aperçus dans le centre-ville de Beijing.




L'éléphant Pesant près de 5 000 kg et mesurant jusqu'à 3 m au garrot. On l'affectionne particulièrement en Thaïlande du Nord, où on le retrouve dans les cérémonies rituelles et comme bête de somme. S'égare parfois dans les rues de la ville.



Lignes aériennes Canadien International Le choix incontesté des Canadiens pour visiter l'Orient. Jusqu'à 16 vols par semaine à destination de Tokyo, Hong Kong et Changhaï, au départ du Canada. S'envolera bientôt vers Beijing sans escale et par vol direct vers Bangkok. Facile d'embarquement comme de débarquement et extrêmement confortable. Avec tous les avantages du programme pour grands voyageurs, Canadien Plus.

Canadien
Lignes aériennes Canadien International

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

la fierté à une ville 

montreal

AVOCATS

DROIT IMMOBILIER

L'étude des avocats de la Ville de Montréal recherche deux avocats désireux de travailler en droit immobilier.

L'un des candidats doit posséder au moins cinq (5) années d'expérience dans le domaine du droit immobilier et, plus particulièrement, de l'expropriation; il doit avoir des connaissances approfondies des techniques d'évaluation et avoir plaidé régulièrement devant les tribunaux compétents.

Les deux candidats doivent nécessairement être à l'aise dans ce domaine, avoir beaucoup de facilité à travailler en équipe et posséder une habileté naturelle à communiquer et à négocier avec les divers intervenants dans ce domaine d'activités juridiques.

Le traitement sera déterminé selon l'expérience et l'échelle en vigueur.

Toute candidature sera traitée confidentiellement.

Si vous êtes intéressé(e), veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 15 septembre 1987, au Service des affaires corporatives, division du contentieux, 275, rue Notre-Dame est, bureau 323, Montréal, H2Y 1C6.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

ESTIMATEUR

demandé pour construction et rénovations commerciales intérieures.

Expérience 1 an.

Expédier c.v. à

Construction Anjinnov Inc.
7759 Notre-Dame est,
a/s de: Mme Diane Joubert
Montréal, QC
H1L 3K3

COORDONNATEUR DES VENTES

DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Si vous avez de l'expérience dans la vente de fonds communs de placement, ce poste pourrait vous intéresser. G.T. Management cherche un coordonnateur des ventes pour prendre contact avec les courtiers en valeurs et les courtiers en fonds communs de placement au Québec et dans les Maritimes afin de leur expliquer l'attrait d'un investissement sur les marchés étrangers. C'est une occasion de progresser au sein d'une nouvelle compagnie. Le président sera à Montréal au cours de la semaine du 14 septembre. Pour une entrevue, veuillez communiquer avec Lucy Ciarrillo au 861-2559. Si vous n'avez pas d'expérience dans la vente de fonds communs de placement ou si vous n'êtes pas prêt à voyager 60 p. cent de votre temps, veuillez vous abstenir de donner suite à cette annonce.

G.T. Management (Canada) Limited

AVOCAT

Droit des affaires

Notre secteur du droit des affaires est présentement à la recherche d'un avocat possédant au moins trois années d'expérience dans le domaine du droit corporatif; le candidat choisi devra faire preuve d'autonomie professionnelle et sera bilingue.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avec tous les détails de l'expérience pertinente à:

POULIOT, MERCURE, LEBEL
DESROCHERS, LEGAULT &
DANCOSSE
31e étage
1155, boul. Dorchester ouest
Montréal, Québec
H3B 3S6

Compétence du Comité de recrutement

DIRECTEUR(TRICE) DES VENTES

Une compagnie nationale en pleine croissance, est à la recherche d'une personne dynamique pour coordonner et contrôler ses représentants. Les responsabilités incluent l'analyse du résultat des ventes, la visite des différents territoires et les recommandations stratégiques au directeur du marketing.

Sous la responsabilité du directeur du marketing le/la postulant(e) aura une bonne expérience dans l'industrie du meuble ou d'un domaine connexe et devra faire preuve d'un esprit de meneur au sein d'une industrie exigeante.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

LA PRESSE, réf. 14290
C.P. 6041, succ. cA
Montréal, QC
H3C 3E3

FORMATEUR(TRICE)S DEMANDÉ(E)S

Firme en pleine expansion recherche formateur(trice)s expérimenté(e)s et dynamiques.

Secteur Basses-Laurentides
Travail à la pige
CHAMPS D'INTERVENTION:
• Informatique: Word Perfect Lotus 1-2-3 DBase III+, etc.
• Sciences infirmières
• Communication/accueil
• Développement organisationnel
• Anglais

Faire parvenir votre curriculum vitae à:
C.P. 431, Saint-Eustache
J7R 4Z1

GABINET DE COMPTABLES AGRÉÉS

MAÎTRE DE STAGES recherche

STAGIAIRE

ayant 1 à 3 ans d'expérience dans un cabinet d'experts-comptables.
Faire parvenir c.v. à

Jean-Yves Charest, C.A.
1500, boul. Saint-Martin est,
Bureau 260, Tour B
Laval, Québec H7G 4S7



OGIVAR INC. qui est un manufacturier de micro-ordinateurs, couronné de succès

RECHERCHE UN
DIRECTEUR NATIONAL
Service et Soutien technique

Ces mandats seront de:
Établir un service national pour les usagers et les détaillants.
Structurer un département pour le service et le support technique (tierce partie).
Ceci est une opportunité de pouvoir bâtir et créer un département de service solide.
Expérience: 5 ans minimum
Parfaitement bilingue

Veuillez envoyer votre curriculum vitae à:

Mme Well ou M. Safarikas
Ogivar Technologies Inc.
7200, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent, Québec
H4T 1A3

DÉLÉGUÉ MÉDICAL

Si vous êtes parfaitement bilingue et si vous possédez une bonne expérience dans les ventes de produits pharmaceutiques, voici l'occasion de prouver vos talents en vous joignant à une petite équipe dynamique, affiliée à une compagnie internationale de produits dermatologiques, qui fait ses premiers pas au Canada.

L'une de vos principales responsabilités sera de rendre visite aux dermatologistes et omnipraticiens de Montréal et de ses environs. Nous offrons une rémunération et des avantages hautement concurrentiels au candidat prêt à relever le défi.

Toutes les demandes seront gardées strictement confidentielles.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae et tous les renseignements pertinents à:

GenDerm Canada Inc.
355, McCaffrey
Montréal (Québec)
H4T 1Z7

REPRÉSENTANT(E)S DES VENTES BILINGUES

Nous sommes présentement à la recherche de personnel énergique, agressif et ambitieux pour représenter notre gamme de systèmes à diater Philips ainsi que nos calculatrices Canon. Les personnes intéressées devront posséder les qualités nécessaires afin de combler une position dans la vente leur permettant de gagner un salaire au-dessus de la moyenne, pour un des plus grands distributeurs d'équipement de bureau établi au Canada.

Salaire de base, commissions, voyage et plan d'assurance complet.

JOIGNEZ-VOUS À NOTRE ÉQUIPE GAGNANTE!

Pour rendez-vous, veuillez communiquer avec:
Robert R. Chadsey, Directeur des Ventes, au 342-5151, poste 372.



Q.E. Inc. (Cie Canadienne d'Équipement de Bureau)
5990, Côte de Liesse
Montréal, Québec
H4T 1V7

OCCASION DE CARRIÈRE POUR DE VRAIS VENDEURS

Dans le domaine de l'équipement de bureau (photocopieurs, facsimilés, etc.), une très importante compagnie de la région de Montréal est présentement à la recherche de «vendeurs» ayant déjà réussi dans le domaine de la bureautique, désireux de faire carrière et croître avec une firme québécoise.

• Salaire de base + commissions.
• Gamme complète d'avantages sociaux offerte.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

La Presse, référence: 14291
C.P. 6041, succursale cA
Montréal (Québec)
H3C 3E3

COMPAGNIE IMPORTANTE EN LOCATION D'UNIFORMES ET DE LINGERIE EST À LA RECHERCHE D'UN(E)

REPRÉSENTANT(E), SOLLICITEUR(EUSE)

EXIGENCES:
— TROIS ANS DANS LA SOLLICITATION D'UNIFORMES ET DE LINGERIE.
— POSSÉDER UNE VOITURE ET PERMIS DE CONDUIRE.
— BILINGUE (FRANÇAIS + ANGLAIS).

SALAIRE: BASE + COMMISSION

PERSONNE À CONTACTER:

MONSIEUR ROLAND PIGEON
MONTRÉAL, TÉLÉPHONE: (514) 274-6431

VENTE ET MARKETING

Une compagnie d'envergure internationale recherche des représentants pour proposer à sa clientèle un vaste choix de services financiers.

Nous offrons, outre le salaire, des commissions, des gratifications, ainsi qu'un programme de formation et une gamme complète d'avantages sociaux. Le candidat a une excellente instruction et désire ardemment réussir.

SunLife du Canada

Pour une entrevue, veuillez téléphoner à M. Jacques Beaulieu, entre 9 h et 17 h, au 886-1817.

REPRÉSENTANT DES VENTES

Canon

Représentant des ventes dans le domaine des caisses enregistreuse informatisées, bilingue, ayant 2 ans d'expérience, automobile nécessaire.

Communiquer avec
Monsieur Jean Arcand
GAMMA TERMINAL INC.
3255, rue Masson
Montréal, Qc H1X 1R3
(514) 722-3508

AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN

CAE Électronique Ltée est à la fine pointe de la conception et la fabrication de simulateurs de vols commerciaux et militaires, de systèmes de commande et d'acquisition de données, de systèmes de gestion d'énergie, de simulateurs de centrales d'énergie, de systèmes de contrôle de navires, d'équipements de détection d'anomalies magnétiques, de systèmes de contrôle du trafic aérien ainsi que d'autres produits de haute technologie.

Nous avons un besoin immédiat de spécialistes dans les domaines suivants :

Systèmes «SCADA» et systèmes de contrôle intégré des machines

Vous êtes le candidat recherché si vous détenez un baccalauréat en génie électrique ou en informatique.

Vous concevrez des logiciels de type contrôle de processus Fortran ou PL/M en temps réel pour des systèmes «SCADA» et les systèmes de contrôle intégré des machines.

Votre expérience a été acquise sur un système VAX/VMS, de plus, vos connaissances en conception de bases de données en temps réel ou en interface homme-machine seront un atout. **BM 23.**

Simulation de l'inertie des contrôles d'un appareil et de systèmes de pilotage automatique

Nous requérons les services d'ingénieurs afin d'élaborer des logiciels pour la simulation de systèmes de pilotage automatique et de systèmes primaires de contrôle de vol. Les candidats choisis feront également la conception d'automatismes électrohydrauliques.

Les candidats doivent avoir des connaissances au niveau des théories de systèmes de contrôle de l'électronique numérique et analogique ainsi qu'un intérêt marqué pour la conception de logiciels. Un diplôme universitaire en génie électrique ou en physique est requis. **LA 24.**

Systèmes d'avionique (CF-18) Ingénierie

Nous offrons un poste où vous participerez au développement et à l'entretien de logiciels de navigation et tactiques pour l'appareil CF-18 ainsi qu'aux recherches techniques effectuées par l'ingénierie. Vous servirez également de soutien pour l'intégration de systèmes d'avionique reliés.

Pour répondre à nos exigences, vous avez complété un baccalauréat en génie, physique, informatique ou mathématiques et avez de deux à cinq ans d'expérience dans une industrie aérospatiale. Vous êtes en mesure de travailler avec des logiciels en temps réel et avez, de préférence, des acquis dans la conception logique numérique, les microprocesseurs et périphériques. **AC 49**

Ingénierie de systèmes

Vous devez avoir de trois à cinq ans d'expérience en simulation et en modélisation, ainsi qu'un baccalauréat en génie, physique ou informatique. Vous ferez la mise à jour et la conception de simulateurs d'entraînement pour l'entretien d'aéronefs. De l'expérience en génération de spécifications sera un atout. **PA 49**

Conception de logiciel

Les candidats devront posséder un diplôme universitaire en mathématiques ou en informatique ainsi qu'un minimum de cinq ans d'expérience en conception de logiciel. La connaissance des systèmes informatiques IBM VMSP et VMIS constituera un atout. Vous serez responsable du soutien technique relié au logiciel du centre de génération de programmes de mission. **PA 49**

Logiciels pour graphisme et interfaces homme-machine

Nous offrons plusieurs possibilités de carrière dans les domaines reliés à la conception de logiciels pour graphisme en temps réel et interfaces homme-machine. De l'expérience au niveau des microprocesseurs et des ordinateurs UNIX, des langages Fortran et C, et/ou des structures de banques de données serait un atout. **LW 55**

Simulation en temps réel de systèmes de vol

Les candidats retenus participeront à la simulation en temps réel de systèmes de vol aérodynamiques, à l'intégration de logiciels et de matériel avec d'autres systèmes et à l'automatisation de la validation numérique des tests. Un diplôme universitaire en mathématiques, en physique ou en génie électrique ainsi qu'un intérêt marqué pour l'informatique sont nécessaires. **J5 74**

Rédaction technique, avionique

Les candidats retenus seront responsables de la préparation et de la production de manuels techniques. Ils travailleront étroitement avec les ingénieurs-concepteurs selon les spécifications de publications militaires. Les candidats doivent avoir une formation en électronique ainsi qu'un minimum de cinq ans d'expérience en génie relié à une industrie aérospatiale, incluant une expérience en production et mise à jour de manuels techniques. **MQ 56**

Dessin électrique

Vous devez posséder un DEC en électronique ou l'équivalent, ainsi que de trois à quatre ans d'expérience en dessin électrique. Des connaissances en dessin ou conception assistée par ordinateur seront un atout. Vous ferez du dessin électrique tel que des schémas, des diagrammes et des listes de câblage de même que de la CAO et FAO. **MS 70**

Bien que ces postes soient de niveaux supérieur et intermédiaire, plusieurs d'entre eux pourront être comblés par des nouveaux diplômés.

CAE offre un milieu de travail stimulant, une excellente rémunération et une gamme complète d'avantages sociaux. Faites parvenir votre curriculum vitae à :

CAE Électronique Ltée

Chef de service, dotation
C.P. 1800
Saint-Laurent (Québec)
H4L 4X4

Nous offrons des chances d'emploi égales à tous.

Une filiale de CAE Industries Ltd.



COMPAGNIE D'ASSURANCE GUARDIAN DU CANADA

CAUTIONNEMENTS CHEF DE FILE AU CANADA

Nous recherchons un souscripteur bilingue pour notre service des cautionnements au Québec.

EXIGENCES : 4 à 5 ans d'expérience dans ce domaine.

Ce poste est offert pour notre succursale de Montréal

Veillez communiquer avec **Mlle Ginette Bilodeau** de notre service des ressources humaines au **842-7111**.

GESTIONNAIRE - DOMAINE IMMOBILIER

Nous requérons les services d'une personne d'expérience pour développer une banque de terrains d'environ 1,5 million de pieds carrés, dans les secteurs industriels de Longueuil et Boucherville.

La personne sélectionnée aura l'entière responsabilité de notre programme de développement, allant de l'obtention des permis à la gerance des immeubles, incluant l'exécution des travaux de construction.

La personne idéale oeuvre présentement dans le domaine immobilier industriel et/ou commercial et a acquis une grande expérience dans toutes les facettes de ce secteur.

Un salaire des plus compétitifs auquel sera greffé un plan de partage des bénéfices sera offert à la personne sélectionnée.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à :

La Presse réf.: 14279
Case postale 6041, succ A
Montréal (Québec)
H3C 3E3

GÉRANT DE SERVICE ET TECHNICIEN EN RADIO-COMMUNICATION

Région: Estrie

- | | |
|---------------------------------------|-----------------------------|
| EXIGEONS: | OFFRONS: |
| — Une expérience minimale de 2 années | — Bon salaire |
| — DEC en électronique | — Bonne ambiance de travail |
| — Bonne initiative | — Bons avantages sociaux |
| — Bonnes références | — Programme d'entraînement |

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à :

La Presse, réf.: 14276
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal, Qc
H3C 3E3

CONSEILLER PÉDAGOGIQUE à l'éducation aux adultes

Concours C-87-09-1765

Sous la responsabilité immédiate du directeur adjoint des services pédagogiques à l'éducation aux adultes et en étroite collaboration avec les autres membres du service, le conseiller pédagogique doit :

- Procéder à l'identification et à l'analyse des besoins de formation des clientèles potentielles de concert avec divers partenaires;
- Assumer la responsabilité de l'implantation, du développement et de l'évaluation des programmes d'enseignement sous sa responsabilité;
- Déterminer le choix des méthodes et des équipements nécessaires à l'organisation scolaire et à l'apprentissage de la clientèle;
- Conseiller la clientèle sur les programmes et les modes de financement;
- Participer à l'élaboration du plan de développement andragogique du service;
- Assister au besoin, les enseignants quant à la méthodologie et au contenu de cours et à l'évaluation des apprentissages;
- Pourra travailler selon des horaires variables.

Qualifications requises:

- Diplôme universitaire de premier cycle dans un champ de spécialisation appropriée;
- Expérience pertinente en éducation des adultes idéalement en formation professionnelle de la main d'oeuvre;
- Connaissance du marché de l'emploi.

Date limite:

Faire parvenir vos demandes et curriculum vitae avant le 15 septembre 1987 à :

cégep Directeur du personnel
du 255, rue Ontario Est
vieux montréal Montréal (Québec) H2X 1X6



LAUBER - GESTION DE RAYONS

Compagnie de service dynamique et progressive recherche pour son équipe de vente.

SUPERVISEURS

pour Montréal et banlieue dans le domaine «rack jobbing». Compagnie de distribution de produits non alimentaires pour clientèle de l'alimentation et de la pharmacie.

Tâches: Supervision
Mise en marché
Négociation
Service à la clientèle

Qualifications: Expérience dans la gestion de rayons
Créatif (mousser les ventes, promotions, etc.)
Aptitude de négociateur
Ayant le sens de planification
Dynamique et représentatif

Veillez contacter **Lisette Desbiers** pour rendez-vous
376-7982

LA CIE DE PAVAGE D'ASPHALTE BEAVER LTÉE

Entreprise de travaux routiers

RECHERCHE

AGENT DE RESSOURCES HUMAINES

Exigences:

- Diplôme universitaire en relations industrielles ou expérience pertinente
- Expérience de 4 à 5 ans dans le domaine de la construction
- Bonne connaissance de la C.S.S.T. à tous les niveaux
- Expérience dans le recrutement de personnel et la négociation de conventions collectives

Attributions spécifiques:

- Sous l'autorité du contrôleur administratif, créer un climat sain et dynamique au niveau des relations de travail
- Conseiller et supporter la direction dans l'application et la négociation des conventions collectives
- Planifier et organiser un système au niveau de la gestion du personnel.

Rémunération et avantages sociaux:

Nous offrons pour le poste une rémunération intéressante ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le 15 septembre 1987 à :



5250, rue Amiens
Montréal-Nord, Québec
H1G 3G5

Suzuki Canada Inc., est une filiale de Suzuki Motor Co. du Japon, en raison de notre remarquable croissance, nous recherchons un

Directeur de district, ventes Région du Québec

Ambitieux et dynamique, vous possédez au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de l'automobile touchant le marketing, la vente et la gestion des affaires. En outre, il est essentiel que vous soyez libre et disposé à voyager.

En plus d'un salaire et d'avantages sociaux concurrentiels comprenant une voiture de fonction, nous vous offrons une occasion de carrière alléchante au sein d'une entreprise en expansion.

Faites parvenir votre curriculum vitae, en indiquant vos attentes salariales, au: **Service du personnel, Suzuki Canada Inc., 100, chemin East Beaver Creek, Richmond Hill (Ontario) L4B 1J6**



CARRIÈRES ET PROFESSIONS

HÔTEL-DIEU
DE SAINT-JÉRÔMERECHERCHE
pour la direction des ressources humaines
une

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

EXIGENCES:

Formation:

- Diplôme d'études secondaires - option secrétariat.

Expérience:

- Cinq (5) ans d'expérience dont deux (2) ans à un poste administratif supérieur.
- Une formation académique supérieure au diplôme demandé peut compenser pour une expérience moindre.
- Bonne connaissance de la langue française et de la sténographie.
- Habileté à travailler sur un système informatique.

Qualités personnelles:

- Sens des responsabilités et de l'organisation.
- Esprit d'initiative.
- Grande facilité dans les relations interpersonnelles.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae, avant le 18 septembre 1987, à la:



Hôtel-Dieu de
Saint-Jérôme

Direction des ressources humaines
Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme
290, rue Montigny
Saint-Jérôme (Québec)
J7Z 5T3

Seules les personnes qui seront vues par le Comité de sélection recevront une réponse écrite.

Générale Électrique
du Canada

Notre nouvelle usine située à Bromont fait partie de la division des moteurs d'avions de la CGE et fabrique des aubages de compresseurs. Elle met en pratique des principes de qualité de vie au travail dans un contexte de gestion participative.

Nous sommes actuellement à la recherche d'une personne pour combler le poste suivant:

Technicien en électronique
Contrôle numérique et robotique

En tant que membre de l'équipe de maintenance de l'usine de Bromont, vos fonctions principales seront:

- travailler à la prévention;
- faire le dépiage et établir les diagnostics de problèmes en contrôle numérique et robotique;
- procéder à la réparation de bris d'équipement;
- participer au travail d'équipe en s'engageant à apprendre à l'intérieur d'un système polyvalent;
- participer à toutes autres tâches de l'équipe;
- donner son appui à un système de gestion participative;
- être capable de mener à bien des projets de petite et moyenne envergure.

Qualifications minimales:

- D.E.C. en électronique ou l'équivalent;
- minimum de trois ans d'expérience pertinente en contrôle numérique et robotique, en programmation et entretien.

Concours no PM-078

Les personnes intéressées par ce poste devront faire parvenir leur curriculum vitae d'ici le 18 septembre 1987 en mentionnant le numéro de concours à la:

Générale Électrique du Canada
2, boul. de l'Aéroport
Bromont (Québec) J0E 1L0

Seules les personnes convoquées en entrevue recevront un accusé de réception.

BANQUE ROYALE
Carrières

La Banque Royale du Canada est à la recherche d'un spécialiste de la communication doué d'un grand esprit d'initiative qui occupera à son Service des affaires publiques, au siège social à Montréal, le poste de

Directeur,
services d'information

Le candidat choisi aura pour mandat de gérer au jour le jour les relations avec les médias d'information, d'élaborer et de mettre en oeuvre les stratégies et programmes appropriés, et d'assurer la direction de divers services de communications internes et externes tels que la rédaction et le remaniement de textes ainsi que la négociation d'approbations pour les communiqués et les informations de réserve.

Le candidat idéal sera titulaire d'un diplôme universitaire dans une discipline appropriée et il comptera cinq ans d'expérience pertinente, acquise de préférence dans une grande entreprise, avec spécialisation dans les médias d'information et la gestion de programmes. De plus il sera autonome et aura des aptitudes marquées pour la rédaction et le remaniement de textes. Il devra en outre s'exprimer couramment en français et en anglais.

Le poste comporte des tâches variées aux défis multiples et il présente de réelles perspectives d'avancement au sein d'une équipe de spécialistes chevronnés. Le traitement sera en fonction des qualifications et assorti d'un excellent programme d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées voudront bien nous faire parvenir un curriculum vitae détaillé en précisant le numéro de dossier 8709. Discretion assurée.

Les intermédiaires sont priés de s'abstenir.

L.Y. (Lino) Perreault
Chef, Service central de recrutement
La Banque Royale du Canada
1, Place Ville-Marie
5^e étage, aile Est
Montréal (Québec) H3C 3A9

Journaliste
à l'information technique
«Le producteur de lait québécois»

La Fédération des producteurs de lait du Québec est à la recherche d'un journaliste à l'information technique pour sa revue «Le producteur de lait québécois».

La personne choisie devra réaliser des interviews, enquêtes, et photo-reportages auprès des producteurs et autres intervenants, et rédiger des articles et textes touchant le domaine de la production laitière ou autres sujets techniques. Elle devra également préparer et présenter sur demande des analyses critiques concernant des dossiers spécifiques. Elle collaborera à la planification mensuelle des articles et dossiers techniques devant être traités dans la revue et, enfin, sollicitera auprès des pigistes la rédaction d'articles et de textes et s'assurera de la qualité du travail.

Exigences:

- Diplôme universitaire en agronomie ou l'équivalent;
- Bonne connaissance du milieu agricole avec, de préférence, une expérience en journalisme;
- Maîtrise du français écrit et aptitudes pour vulgariser des dossiers complexes et techniques;
- De préférence, avoir une bonne connaissance de l'anglais et être en mesure d'opérer un appareil photographique.

Lieu de travail: Longueuil, avec de nombreux déplacements.

Salaire: selon qualifications et expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 18 septembre 1987, au:



Bureau du personnel
UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES
555, boul. Roland-Therrien
Longueuil (Québec) J4H 3Y9

Ce poste est également offert aux hommes et aux femmes.



VILLE DE LaSALLE

La ville de LaSalle, une florissante municipalité qui célèbre cette année son soixante-quinzième anniversaire, est à la recherche d'une personne qualifiée pour occuper le poste suivant:

BIBLIOTECHNICIEN(NE) TEMPORAIRE

Au sein du service de la culture et sous la responsabilité de la coordonnatrice des services techniques, vous exécuterez les divers travaux nécessaires à la préparation technique des volumes.

Les candidat(e)s doivent détenir un diplôme d'études collégiales (D.E.C.) en technique de documentation et être bilingues. Une certaine expérience de travail dans une bibliothèque publique de même qu'une connaissance des systèmes informatisés en usage dans le milieu seraient des atouts précieux.

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature avant le 23 septembre 1987, au:



Service des ressources humaines
Ville de LaSalle
55, avenue Dupras
LaSalle (Québec)
H8R 4A8

DIRECTEUR DES VENTES

La Nationale du Canada, compagnie d'assurance-vie, l'une des sociétés d'assurance-vie les plus dynamiques au Canada, est à la recherche d'un directeur des ventes pour sa succursale de Montréal.

Nous offrons

- Un large éventail de produits
- Une excellente rémunération proportionnelle à votre qualification
- Une carrière en gestion avec possibilités d'avancement

La personne idéale

- A fait preuve d'excellentes aptitudes en recrutement
- Est dédiée à l'excellence
- Détient le titre d'A.V.A. ou a entrepris les études à cette fin

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

LA NATIONALE
DU CANADA
COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE
Depuis 1899



R. J. Murrin
Directeur des ventes
La Nationale-Vie du Canada
522, University Avenue
Toronto (Ontario)
M5G 1Y7

La Nationale-Vie fait partie des 100 meilleures compagnies pour qui travailler au Canada reconnues par le Financial Post.

BDF ●●●●●

Beiersdorf (Canada) Ltée est la filiale canadienne d'une importante entreprise d'envergure internationale évoluant dans le domaine des soins de la santé, des cosmétiques et des pansements adhésifs. Le Gradué a été choisi afin de recruter, pour la filiale canadienne, un

Chef,
manutention et production
de matériaux

La personne que nous recherchons aura la compétence pour assumer la responsabilité des activités de fabrication et d'emballage dont l'achat ainsi que la gestion de l'entrepôt et de la distribution.

Le candidat idéal a acquis de l'expérience en production à un poste de supervision dans une industrie connexe. La connaissance de l'expédition et de l'entrepôt, des achats de même que des fonctions administratives reliées aux activités de production est fortement souhaitable. Pour le candidat choisi, les aptitudes organisationnelles et la capacité à établir des systèmes et méthodes appropriés se révéleront très importantes. Le bilinguisme est essentiel.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à: M. Ewald Cap, Le Gradué, 100, boul. Alexis-Nihon, Bureau 408, Montréal (Québec) H4M 2N9.

La Commission scolaire Kativik servant les communautés inuit du Nouveau-Québec recherche des personnes compétentes pour combler les postes suivants:

Enseignants

Techniques de secrétariat

Vous enseignerez aux secondaires IV et V et, dans ce but, vous devez connaître l'utilisation du traitement de textes. Votre lieu de travail sera situé à Kuujuaq.

Primaire

Vous serez chargé(e) de l'enseignement des 6^e et 7^e années de primaire anglais. Vous travaillerez à Inukjuak.

Secondaire IV

Vous enseignerez le niveau secondaire IV anglais à Inukjuak.

La langue d'enseignement pour tous ces postes est l'anglais et votre bilinguisme (anglais et français) constituera un atout. En outre, vous devez détenir un brevet d'enseignement du ministère de l'Éducation du Québec. Vous entrez en fonction immédiatement.

Si vous êtes intéressé(e), faites parvenir votre curriculum vitae avant le 16 septembre 1987 au:



Service des ressources humaines
La Commission scolaire Kativik
305, avenue Mimosa
Dorval (Québec) H9S 3K5

La Commission scolaire offre des chances d'emploi égales à tous.

Compagnie d'entreprise générale d'envergure provinciale dans le domaine de la construction industrielle, commerciale et institutionnelle est à la recherche, pour la région de Montréal, de:

- SURINTENDANTS DE CHANTIER
- CONTREMAÎTRES DE CHANTIER
- TECHNICIEN(NE) EN GÉNIE CIVIL

Les candidats devront posséder une expérience de cinq (5) ans dans le domaine.

Conditions salariales et avantages sociaux à être discutés.

Faire parvenir curriculum vitae à:

Directeur du Personnel
C.P. 667
Succursale «B»
Montréal (Québec)
H3B 3K3

INIER PUBLIC COMMUNICATIONS

REPRÉSENTANT(E)

Notre cliente, une firme québécoise en pleine croissance possède des actifs de plus de trente-trois millions, développe actuellement un complexe immobilier à Miramar, en Floride, près de Miami comprenant un club de golf, courts de tennis, piscines situées à quelques minutes de la mer et près des grands centres d'activités.

Notre cliente recherche des femmes et des hommes dynamiques ayant une forte personnalité et le goût du défi à réaliser des performances de vente d'un produit de haut de gamme très rentable pour le ou la représentant(e).

Ayant son siège social à Montréal, une formation de haut niveau vous sera donnée. Les conditions et la rémunération sont très attrayantes et les possibilités d'avancement ne dépendent que de vous. Des postes à plein temps et à temps partiel sont disponibles. Pour une entrevue, communiquer avec:

Madame Johanne B. Létourneau
directrice des ressources humaines
271-3122

COMPTABLE
ADJOINT

Prix de revient

Une importante industrie de fabrication située sur la Rive sud recherche un comptable adjoint pour sa comptabilité de prix de revient.

EXIGENCES:

- un minimum de trois (3) ans d'expérience en prix de revient;
- un minimum de trois (3) années d'études universitaires en vue de l'obtention d'un diplôme;
- une bonne connaissance de l'anglais.

Salaire et avantages sociaux avantageux.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur curriculum vitae au:

Chef des ressources humaines
C.P. 940, Marieville (Québec)
J0L 1J0

Emballages Onex Inc., une compagnie manufacturière spécialisée dans la fabrication de produits d'emballages, recherche pour son usine de Baie d'Urfé un(e):

COMMIS COMPTABLE

Sous la direction du superviseur comptable, vous participerez au contrôle financier des opérations; préparation des états financiers, maintien d'un système standard de prix de revient et diverses tâches de comptabilité générale.

Exigences:

- diplôme de premier cycle en sciences comptables ou l'équivalent;
- Expérience minimum de trois (3) années en milieu manufacturier;
- Bilinguisme (français/anglais);
- Connaissances pratiques des systèmes informatiques.

Nous offrons un salaire concurrentiel ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au:

Service des ressources humaines
EMBALLAGES ONEX INC.
555, av. Lee
BAIE D'URFÉ (Qc)
H9X 3P6

LES ANNONCES
CLASSÉES

POUR VENDRE
VITE, VITE, VITE
IL ME FAUT LA PRESSE!



285-7111



Chaîne de magasins d'envergure nationale est à la recherche d'un candidat pour combler un poste de

directeur-adjoint

pour l'ouverture d'une nouvelle succursale sur la Rive-Sud.

Ce poste représente une opportunité inégalée pour quelqu'un qui recherche un poste stimulant et exigeant.

Le bilinguisme est obligatoire.

Faire parvenir votre C.V.
LEON Ameublement
3195 Boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
H7T 1A3
a/s Pierre Ethier

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



Renforcez l'industrie canadienne

Plusieurs secteurs misent sur le support technologique de ce centre de ressources industrielles afin de leur donner un avantage compétitif à l'échelle internationale. C'est pourquoi nous recherchons un chef entreprenant et promoteur chevronné comme...

Directeur général

Vos atouts: de nouvelles installations, un financement approprié et une industrie anxieuse de tirer profit de coparticipations, projets de recherche et transferts technologiques.

Votre mission: bâtir l'entreprise et raffermir le secteur tout en harmonisant les connaissances théoriques, la recherche appliquée et le marketing technologique. Vous serez le catalyseur de nouvelles initiatives.

Vous êtes un leader bilingue, capable de composer efficacement avec le secteur privé, le milieu universitaire et le gouvernement. Voici un défi de taille. Projet 70832.

LA SOCIÉTÉ CALDWELL INTERNATIONALE

Calgary 265-8780 Dusseldorf 329391 London 834-7966 Montréal 935-6969 Ottawa 238-3236 Toronto 920-7702 Vancouver 669-3550 Zurich 211-2750



Responsable financier novateur
Entreprise canadienne de 3 milliards

Soucieuse de sa rentabilité, cette société canadienne diversifiée a une vision de l'avenir et une vocation internationale. Au seuil d'une importante souscription de capitaux, elle recherche la perle créatrice et compétente pour agir en qualité de...

Dirigeant financier

Investissements, entreprises en participation et acquisitions, voilà les défis stratégiques de la société. À titre de directeur des finances, vous collaborerez étroitement avec les responsables des finances et de l'exploitation, en plus d'orienter une réflexion profonde et novatrice sur l'expansion de l'entreprise et le chemin de son avenir.

Si vous avez fait vos preuves auprès d'une grande société ou dans le milieu des finances de l'entreprise, le projet 70813 vous intéressera sûrement. Salaire très élevé et avantages accessoires de la haute direction.

LA SOCIÉTÉ CALDWELL INTERNATIONALE

Calgary 265-8780 Dusseldorf 329391 London 834-7966 Montréal 935-6969 Ottawa 238-3236 Toronto 920-7702 Vancouver 669-3550 Zurich 211-2750



Votre expérience du droit
au service des contrats de défense

Cette importante société canadienne se spécialise dans les projets d'investissement du secteur privé et les programmes militaires d'envergure. Ses cadres supérieurs recherchent un...

Spécialiste du droit contractuel

qui allie lucidité, minutie et bilinguisme. Les contrats, surtout de défense, jouent un rôle critique dans ce secteur axé sur les projets. Mettez votre talent, votre dynamisme et vos connaissances du droit commercial au service du créneau 'défense'. Grâce à votre pratique du droit et à vos antécédents dans l'entreprise, vous pouvez aisément collaborer avec les dirigeants les plus haut placés. Vos talents de communicateur dans les deux langues ne font pas de doute. Voici l'occasion de participer à d'importants contrats intéressants pour le compte d'une société canadienne des plus professionnelles. Projet 70820.

LA SOCIÉTÉ CALDWELL INTERNATIONALE

Calgary 265-8780 Dusseldorf 329391 London 834-7966 Montréal 935-6969 Ottawa 238-3236 Toronto 920-7702 Vancouver 669-3550 Zurich 211-2750



Une des 10 plus grandes entreprises canadiennes

Voici le parangon de l'entreprise canadienne diversifiée. Des établissements d'un océan à l'autre, une présence dans plusieurs secteurs d'activité et une exploitation résolument rentable. Consolidez l'assise humaine des profits de demain en votre qualité de...

Directeur, planification des
ressources humaines

L'entreprise est très grande et le poste, très important. Généraliste participatif et planificateur avisé, vous aurez une profonde incidence sur l'avenir de la société. Votre mandat: planifier la relève, élaborer des politiques, perfectionner les cadres et mettre sur pied des programmes de formation. Vu l'importance de cette mission, vous collaborerez étroitement avec la haute direction.

Vous êtes actuellement un planificateur des ressources humaines au service d'une grande société. Diplômé universitaire, vous avez de 10 à 15 ans d'expérience. Profitez du projet 70826 pour hâter votre réussite.

LA SOCIÉTÉ CALDWELL INTERNATIONALE

Calgary 265-8780 Dusseldorf 329391 London 834-7966 Montréal 935-6969 Ottawa 238-3236 Toronto 920-7702 Vancouver 669-3550 Zurich 211-2750

MAGASIN DE DÉTAIL AUTOMOTIVE

Dû à l'expansion de la vente au détail, la division de Goodyear Canada Inc. a présentement des ouvertures pour des personnes (M/F) qualifiées comme apprenti pour le poste suivant:

GESTION DE MAGASIN

Êtes-vous bilingue?

Avez-vous de l'expérience dans la vente et l'administration, de préférence reliées à l'automobile?

Est-ce que vous êtes prêt à accepter la responsabilité de gestion de magasin au détail?

Samedi 12 septembre 1987 de 10 h a.m. à 4 h p.m., à:
9091, Henri-Bourassa Ouest
2^e étage
Saint-Laurent (Québec)

Des représentants de Goodyear Canada Inc., division ventes au détail, seront disponibles afin de discuter de ces postes d'administration.



Centre d'auto certifié



MINNOVA INC. a un poste permanent de
SURINTENDANT D'ENTRETIEN
à combler à sa division Lac Dufault, à Rouyn-Noranda (Québec).

Le titulaire de ce poste répond au directeur de la division et est responsable des services mécaniques, électriques, ingénierie et supervision.

Le candidat devra posséder un diplôme d'ingénieur, préférentiellement option mécanique ou électrique, avec un minimum de 5 ans d'expérience en ingénierie et supervision ou autre expérience équivalente. La connaissance pratique du français au travail est essentielle.

Le salaire, auquel s'ajoute un régime complet d'avantages sociaux, sera basé sur les compétences et l'expérience.

Rouyn-Noranda offre de bonnes possibilités de logement et les services d'une ville moderne et d'éducation de niveaux collégial et universitaire.

Faire parvenir demande et curriculum vitae avant le 15 septembre 1987 à:

Directeur du personnel
MINNOVA INC.
Division Lac Dufault
C.P. 2000
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5B4
Réf. Surintendant d'entretien

ACHETEUR

Cancot est un manufacturier bien établi se chargeant également de la commercialisation de vadrouilles et produits de nettoyage.

Nous cherchons actuellement une personne avec sens des responsabilités pour poste d'acheteur. La personne choisie sera bilingue, dynamique et aura au minimum 3 ans d'expérience en sources d'approvisionnement et contrôle des stocks. Se rapportant au Gérant des Opérations, l'heureux candidat sera responsable pour les achats de matières premières et les composants des produits ainsi que de l'évaluation de la performance des fournisseurs sur une base continue. Expérience dans un environnement de manufacturier et de production lui sera bénéfique.

La compagnie cherche une nouvelle génération de gens ambitieux et possédant une belle personnalité pour viser le développement à long terme de la compagnie.

Discrétion la plus stricte assurée.

Veillez adresser curriculum vitae au:

LES INDUSTRIES
CANCOT INC.
Président
Les Industries Cancot Inc.
5485, boul. des Grandes-Prairies
St-Léonard
H1R 1B1

COMPTABLES AGRÉÉS

Notre cabinet est à la recherche de personnes ambitieuses et autonomes, aptes à se joindre à notre équipe.

SUPERVISEURS

Exigences: 4 années d'expérience en vérifications
Connaissances de la fiscalité des corporations
Capable de superviser du personnel

CHEFS D'ÉQUIPE ET
RESPONSABLES DE DOSSIERS

Exigences: 1 1/2 à 3 années d'expérience en vérification
Aptitudes à transiger avec les clients
Avoir une bonne compétence technique

Si une rémunération concurrentielle ainsi que de bonnes possibilités d'avancement vous intéressent, faites parvenir votre curriculum vitae à:

M. R. Levert, C.A.
Levert, Larose, O'Glema, Lefebvre, C.A.
1600 est, boul. Saint-Martin
Tour A, bureau 705
Duvernay (Laval), Qc - H7G 4R8

DANS LA FOULÉE
DES GRANDES ÉCOLES
INTERNATIONALES

Dans les Laurentides, une école primaire et secondaire privée mixte, détentricée d'un permis du ministère de l'Éducation, débutera ses activités pour l'année scolaire 1988-89.

L'ACADÉMIE LAURENTIENNE

Val-Morin (Québec)

désire s'adjoindre un(e)

DIRECTEUR(TRICE)

Capacité de mettre en œuvre les programmes pour contribuer au développement intégral de l'enfant et pour l'influencer à devenir chef de file en agissant sur le:

- plan académique: formation solide lui permettant d'accéder à l'institution de son choix pour ses études supérieures;
- plan physique: promouvoir sa santé, son rendement intellectuel grâce à un régime de vie caractérisé par le sport et le plein air;
- plan culturel: l'éveiller aux richesses des autres ethnies vu le caractère international de l'école;
- plan linguistique: apprendre une deuxième langue par la promotion d'un régime de vie bilingue;
- plan social: développer son ouverture d'esprit en organisant des activités qui lui feront découvrir les grandes institutions tant régionales que mondiales.

Dans un cadre enchanteur, un environnement physique et humain exceptionnel, créer un esprit dominé par le leadership, le sens des responsabilités, la coopération et la discipline basée sur le respect de soi, d'autrui et de l'environnement.

Nous recherchons une personne qui possède à son actif des réalisations sur les différents aspects précités; habile communicateur dans les deux langues, capacité d'adaptation, facilité de communication, expérience dans un milieu semblable, ouverture d'esprit, culture diversifiée, sens d'animation.

ENSEIGNANTS(ES)

Nous accueillons également les demandes d'emploi pour les niveaux 4^e, 5^e, 6^e du primaire et secondaire I.

Faites parvenir votre curriculum vitae au président du comité de sélection avant le 1er octobre 1987 à:

ACADÉMIE LAURENTIENNE
SIÈGE SOCIAL: 100B, boul. des Prairies, bureau 102
Laval (Québec) H7N 2T5
Téléphone: (514) 669-2797

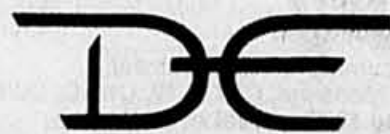
LES ENVELOPPES DOMINION INC., une division jeune et dynamique d'une entreprise québécoise solidement établie depuis 1917 dans la fabrication de produits de papeterie pour le bureau, est à la recherche d'un

DIRECTEUR DES VENTES
Région du Québec

Relevant du directeur général, le titulaire sera responsable entre autres de l'administration de la division, de la formation du personnel et des stratégies de ventes.

La personne idéale possède au moins trois (3) années d'expérience dans un poste de responsabilités équivalentes, est bilingue et possède une facilité naturelle à diriger et former du personnel.

Si ce défi vous intéresse, veuillez faire parvenir, avant le 18 septembre 1987, votre curriculum vitae, qui sera traité en toute confidentialité, au:



Directeur général
DOMINION ENVELOPE INC.
39, Greenbelt Drive
DON MILLS (Ontario)
M3C 1M2

DESIGNER INDUSTRIEL

pour une entreprise manufacturière d'appareils d'éclairage de Montréal.

Sommaire du poste:
Conception technique et esthétique de nouveaux produits.

Qualifications requises:

- Posséder un diplôme reconnu en design industriel
- Minimum de trois ans d'expérience en design

Traitement: Selon qualifications

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

LA PRESSE, réf. 14289
C.P. 6041, succ. A
Montréal (Québec) H3C 3E3



Lit d'Eau National
1260, boul. Laurentien, Saint-Laurent
Demandez M. Paul Gauthier

- Doit être bilingue.
- Expérience dans la vente serait un atout.
- Bonne personnalité et enthousiasme.

- Nous offrons:
- Bonne condition de travail.
- Avantages sociaux.
- Excellente rémunération et possibilité d'avancement.

Se présenter vendredi le 11 septembre entre 10 heures a.m. et 2 heures p.m.

Grenon plaide coupable avant son procès

Il avait été confondu par un test balistique après avoir abattu deux hommes dans un appartement de Laval

JOYCE NAPIER

Alors qu'on s'appretait à choisir un jury pour son procès pour un double meurtre prémédité à Laval le 24 janvier dernier, Carl Grenon, 24 ans, a plaidé coupable hier à une accusation réduite de meurtre sans préméditation.

Les meurtres ont été commis dans l'appartement d'une des victimes, Jean-Yves Brabant, 35 ans, rue Belleville à Laval. Des témoins avaient vu M. Grenon le soir du 24 janvier en compagnie de Brabant et de l'autre victime, Michel St-Onge, 25 ans.

Après avoir abattu les deux hommes avec une carabine de calibre .12, M. Grenon a passé la nuit au Motel Ideal, boulevard

des Laurentides. Là, il a tiré un autre coup de carabine dans le mur. C'est en faisant l'analyse de la douille retrouvée dans la chambre du motel que les policiers ont constaté qu'il s'agissait de la même arme qui avait servi au règlement de comptes de la rue Belleville.

M. Grenon était arrêté quelques jours plus tard et accusé du meurtre prémédité des deux hommes.

Hier, selon une entente intervenue entre la Couronne, représentée par Me Ginette Kirouac et l'avocat de la défense, Me Gary Martin, l'accusé a plaidé coupable à une accusation réduite de meurtre sans préméditation.

Le 16 septembre prochain, les avocats feront leurs representa-

tions devant le juge Jean-Paul Bergeron, de la Cour supérieure, quant à la sentence.

Innocent pour cause d'aliénation mentale

Dans une autre cause, un individu a été acquitté par un jury d'assises du meurtre de sa femme pour cause d'aliénation mentale.

Après une dispute, le 3 avril, alors que le couple rentrait de vacances, Yves Denis, excédé, avait commencé par étrangler sa femme, Suzanne Vézina, 32 ans, pour ensuite l'achever à coups de couteau, de marteau et de hache.

Pendant son procès, qui a duré trois jours, la défense, assurée par Me Daniel St-Louis, a admis que M. Denis avait bien abattu sa femme mais que son client n'était pas en possession de ses facultés mentales au moment du crime. Pour mieux appuyer sa thèse, l'avocat a fait venir un psychiatre, le Dr René Fugère, qui a confirmé les propos de la défense.

La Couronne, représentée par Me Louise Provost, a également fait témoigner un psychiatre, le Dr John Wolwertz, qui a corroboré les dires de son collègue.

L'accusé, de conclure les deux psychiatres, était incapable de comprendre les conséquences de son geste et avait perdu contact avec la réalité au moment du crime.

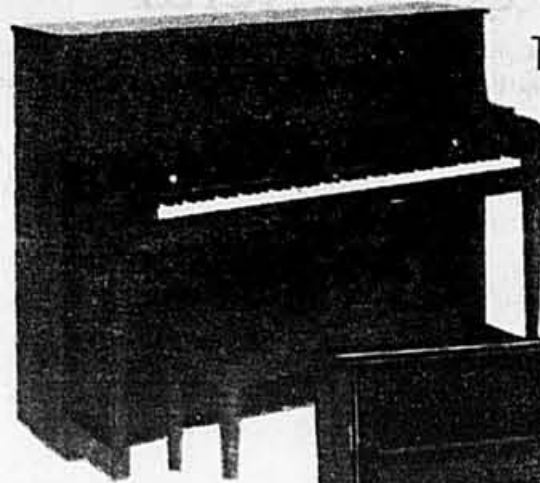
Dans ses directives au jury, composé de sept femmes et cinq hommes, le juge Benjamin Greenberg, de la Cour supérieure, a ouvert deux verdicts possibles. Si les jurés n'avaient pas retenu la défense d'aliénation mentale, ils n'avaient comme autre choix que de reconnaître l'accusé coupable du meurtre sans préméditation de sa femme.

SUPER SOLDE Camps musicaux

ÉPARGNEZ JUSQU'À
1500 \$
POUR UN TEMPS LIMITÉ

En super spécial, 50 pianos qui n'ont servi que 2 mois. Prêtés par Archambault Musique aux camps musicaux d'Orford et de Lanaudière, ces pianos vous sont offerts avec la garantie originale, le banc, la livraison dans le grand Montréal et un accord à domicile.

☆☆☆
MODÈLE
SÉLECTIONNÉ
PAR LE CAMP
MUSICAL
D'ORFORD



Baldwin MODÈLE 243 (45")
3795 \$
à partir de seulement
Disponible en fini chêne (3795\$),
noyer (3895\$) ou ébène (3995\$)

(non illustré)
BALDWIN
modèle
E 140B (40")
2895\$
disponible
en fini noyer

☆☆☆
MODÈLE
SÉLECTIONNÉ
PAR LE CAMP
MUSICAL DE
LANAUDIÈRE

YAMAHA MODÈLE UTAR (48")
4650 \$
à partir de seulement
Disponible en ébène satin (4650\$),
chêne poli ou noyer poli (4750\$)

90 ANS D'EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE

DEPUIS 1896

ARCHAMBAULT MUSIQUE

500 est. rue Ste-Catherine, Montréal (métro Berri) 849-6201

PORTES et FENÊTRES

DEPUIS 10 ANS, LES MEILLEURS CONSTRUCTEURS DE LA RÉGION METROPOLITAINE FONT CONFIANCE À VIMAT. POURQUOI ?

MEILLEUR CHOIX, QUALITÉ, PRIX !

VIMAT C'EST :
UN TRÈS GROS INVENTAIRE DE PORTES-PATIO ET DE FENÊTRES DE S US-SOL

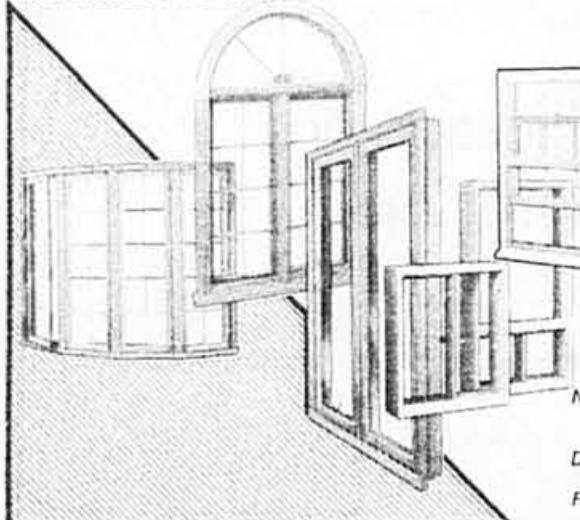
VIMAT C'EST :
LE PLUS VASTE CHOIX DE FENÊTRES EN PIN, CEDRE, ALUMINIUM OU EN BOIS RECOUVERT DE VINYLE, D'ALUMINIUM.

NOUVEAU P.V.C.
FENÊTRE EN P.V.C. DIRECTEMENT COLOREE DANS LA MASSE. PORTE UNE GARANTIE ECRITE DE 5 ANS POUR LA COULEUR ET DE 10 ANS POUR LE BLANC. DISPONIBLE EN 7 COULEURS. UNE EXCLUSIVITE VIMAT.

VIMAT

10 ans

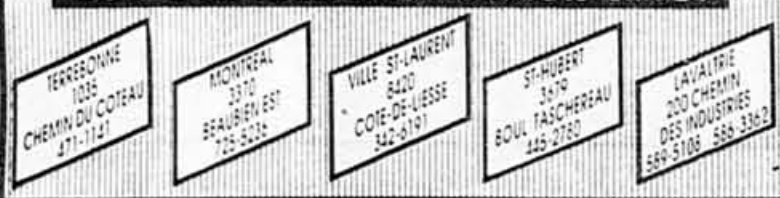
PVC



VIMAT VOUS OFFRE PLUS !

NOTRE EQUIPE DE RENOVATEURS ET D'INSTALLATEURS QUALIFIES PEUT FAIRE LE TRAVAIL POUR VOUS...

les fenêtres vimat inc.



MONTRÉAL C'EST

SPATIAL

L'AGENCE SPATIALE DOIT ÊTRE À MONTRÉAL

Depuis plus de 25 ans, Montréal est le coeur de l'industrie aérospatiale au Canada. La ville de Montréal doit être choisie comme site d'implantation de la nouvelle agence spatiale canadienne. C'est une question de bon sens et d'avenir pour tous les Canadiens.

AU-DELÀ DE TOUTES RIVALITÉS,
MONTRÉAL C'EST SPATIAL!

Une initiative de :

La Chambre de commerce de Montréal,
le Bureau de commerce de Montréal, CFTM-10, CKAC, CJMS,
CKVL, CKOI, le Journal de Montréal et La Presse.

Avec un bain « Spa » exclusif à Trévi



**ACHETEZ
MAINTENANT
PAYEZ
L'AN PROCHAIN***
*Dépôt de 20% requis

On relaxe au max...

Ah! comme c'est bien d'avoir un centre de relaxation à la maison! et de refaire le plein d'énergie dans la détente... Le bain « Spa » peut avoir des vertus thérapeutiques et vous aider à obtenir un sommeil réparateur... Les modèles de bains « Spa » 1988 sont exclusifs à Trévi, une garantie de service et de qualité.

- Plus pratiques que les bains tourbillons, nos bains « Spa » peuvent accueillir plus d'un baigneur à la fois.
- Vous pouvez installer nos bains « Spa » à l'intérieur ou à l'extérieur.
- Pas besoin de les vider après chaque utilisation! Ils sont équipés d'un système de filtrage, facile d'entretien, et d'un chauffe-eau intégré.
- Nos bains « Spa » sont offerts dans une gamme variée de modèles, de dimensions et de couleurs.

Pour en connaître davantage sur les caractéristiques techniques de nos bains « Spa », consultez dès aujourd'hui votre expert Trévi.

Depuis 15 ans!

Trévi
L'expérience par excellence

FACILITÉS DE PAIEMENT

HEURES D'OUVERTURE
LUN AU MER: 9h à 18h
JEU ET VEN: 9h à 21h
SAM: 9h à 17h

PLAN MISE DE CÔTÉ
PLAN DE FINANCEMENT BANCAIRE
CHÈQUES ACCEPTÉS



Faites un saut chez Trévi!
MAINTENANT 5 SUCCURSALES POUR MIEUX VOUS SERVIR

Fabreville: 515, boul. Labelle. 622-9801 ■ Ville Lemoine: 2500, boul. Taschereau 465-7701 ■ Châteauguay: 115, boul. St-Jean-Baptiste 698-2210
St-Léonard: 6852, rue Jean-Talon E. 255-7014 ■ Pierrefonds: 13 101, boul. Gouin O. 620-8740

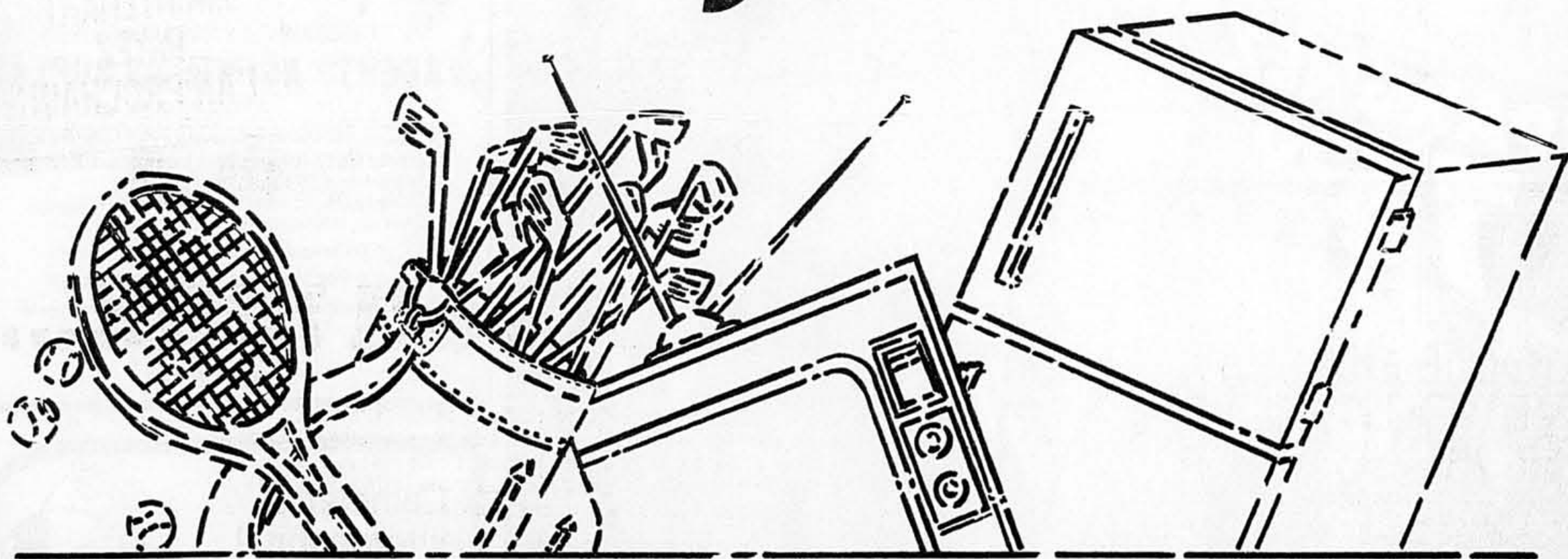
2 lignes d'annonce, 5 jours consécutifs pour seulement 9,95 \$*

PÊLE-MÊLE

Des
choses
à
vendre?

PÊLE-MÊLE
ne vous revient qu'à

1,99\$
par jour



285 7111

(interurbain sans frais 1-800-361-5013)

La Presse

La rubrique Pêle-Mêle sera publiée
à compter du samedi 12 septembre 1987

* Pêle-Mêle ne s'adresse qu'aux particuliers
et exclut les annonces concernant
l'immobilier, les services et les véhicules
motorisés. On peut annuler son annonce
en tout temps après la première parution,
mais la facturation s'établira
obligatoirement sur 5 jours de publication.

Protéger les non-fumeurs ne se fait pas toujours sans contradiction

Contrôle par Imperial Tobacco, Canada Trust tente d'interdire à ses employés de fumer sur les lieux de travail.

JEAN-PIERRE BONHOMME

La grande entreprise privée n'est pas soumise, pour le moment du moins, aux dispositions de la loi québécoise sur la protection des non-fumeurs, mais un grand nombre d'entre elles s'autodisciplinent et cela est cause de frictions et de contradictions.

C'est ainsi, par exemple, que la grande compagnie Canada Trust, une entreprise dont les avoirs sont plus grands que la Banque Nationale, et dont le siège est à Toronto, vient d'émettre une directive générale interdisant à tous les employés de fumer sur les lieux de travail.

La contradiction vient du fait que Canada Trust, propriétaires, entre autres commerces, des agences immobilières Le Permanent, (200 bureaux), de banques (300 succursales dont cinq à Montréal) et de fiducies, est contrôlé par un fabricant de... tabac! Et pas n'importe lequel: Imasco, (Imperial Tobacco).

La directive de Canada Trust n'a pas été avalisée par la maison mère, bien sûr — Imasco n'a pas de politique de protection des non-fumeurs, on s'en doute — mais elle est néanmoins en vigueur. Celle-ci a été communiquée à tous les dépendants de Canada Trust par un haut gradé, M. Peter Morriss.

L'avis de Canada Trust, émis le premier juillet, concerne « la politique de l'air pur ». Il comporte un double échancier. D'ici le premier janvier, ordonne-t-il, la compagnie interdit l'usage du tabac dans tous les lieux où le public a un accès: couloirs, salles d'accueil, salle de conférence, et le reste. Les lieux de travail eux-mêmes sont régis différemment.

Les employés ayant volonté de se protéger contre les fumeurs peuvent poser, sur leurs bureaux, des affiches réclamant qu'on respecte leur environnement, leurs aires de travail immédiates. Après le premier janvier qui vient, deuxième temps, l'interdiction de fumer sera générale et totale.

Cette politique semble être mise en application dans les banques et les bureaux de fiducie. Elle passe toutefois moins la rampe dans les bureaux des agences immobilières, où les directions ne semblent pas vouloir se conformer. Quelques chefs de ces succursales s'attendent même à ce que la politique générale soit modifiée, rescindée pour permettre aux nerveux acheteurs de maisons de fumer tout leur saoul dans les petits bureaux. C'est à voir.

Les directives générales de l'entreprise privée, devant protéger les non-fumeurs, se multiplient. Leur application a du reste été recommandée récemment par le Conseil du Patronat. Celui-ci craint en effet que l'évacuation de ce champ n'oblige l'État à intervenir directement.

Le gouvernement du Québec, pour sa part, depuis la proclamation de la loi sur la protection des non-fumeurs, il y a un an, n'a jusqu'ici pris que des mesures de persuasion. Il n'a distribué, pour les institutions tombant sous l'empire de la loi, (les institutions publiques, dont les hôpitaux et les municipalités), que des renseignements généraux. Il s'est borné à faire de l'éducation en somme.

Le responsable de la mise en application de la loi, M. Jean Roy, a reconnu que, dans les hôpitaux, notamment, « on note un certain progrès » (dans la mise en application de la loi) et que, jusqu'ici le gouvernement n'a voulu user que d'un pouvoir de persuasion.

Mais il a par ailleurs annoncé que le gouvernement s'apprête, « d'ici

très peu de temps » à franchir une nouvelle étape « plus coercitive ».

Les contrevenants, aux dispositions de la loi, a-t-il expliqué, seront bientôt poursuivis en vertu de la loi sur les poursuites sommaires (les infractions non criminelles). Des « billets d'infraction », dont la nature sera bientôt examinée par le conseil des ministres et par la suite publiés dans la Gazette officielle, seront donnés aux personnes qui ne se conforment pas à la loi et qui ne respectent pas l'environnement des non-fumeurs.

M. Roy a enfin expliqué que la Ville de Montréal, contrairement à certaines autres municipalités progressistes, n'a pas encore pris la décision de respecter toutes les dispositions de la loi générale. Elle a réclamé un délai de réflexion de 45 jours.

LA NOUVELLE 1988



EXCEL 3 PORTES
A HAYON

\$6995*



EXCEL 5 PORTES
A HAYON

\$7895*

Voici quelques-unes des caractéristiques qu'on retrouve sur les deux modèles.

- Dégivreur de lunette arrière
- 5 pneus radiaux Michelin quatre saisons, ceinturés d'acier
- Soufflerie antibuée aux vitres latérales avant
- Console centrale
- Coffre à gants éclairé, verrouillable

- Montre
- Des essuie-glace à balayage intermittent à cadence variable
- Indicateur graphique avec témoins lumineux
- Verrouillage de sécurité des portières arrière
- Roues d'acier stylisées

*Préparation et transport en sus

OUVERT TOUS LES SOIRS DE
LA SEMAINE ET LE SAMEDI

AUTO

HYUNDAI ST-EUSTACHE

356, BOUL. ARTHUR SAUVÉ, ST-EUSTACHE 491-1292

LES PIONNIERS DU CHAUFFAGE AU BOIS VOUS PRÉSENTENT:

Le Manoir et la
Gentilhommière de

deville



2 FOYERS RÉVOLUTIONNAIRES
À COMBUSTION CONTRÔLÉE

avec un rendement de 73% d'efficacité
Cette offre est valide jusqu'au 12 septembre ou jusqu'à épuisement.
Quantités limitées.

PROFITEZ DE
NOTRE SPÉCIAL
ET ÉCONOMISEZ
500\$



Maintenant 2 succursales pour vous servir

Boutique Chaleur
LONGUEUIL
470, ROLAND
THERRIEN
463-1870

VIMONT, LAVAL
1963, BOUL. DES LAURENTIDES
383-0292

ÉPARGNEZ
75⁰⁰

SOLDE DE
VESTONS
SPORT

Vous trouverez chez Sauvé cette semaine toute une collection de vestons sport de modèle droit à 2 boutons. Confectionnés par des maîtres-tailleurs, dans des tissus 100% laine ou laine-polyester à motifs tweed ou chevrons, de teintes variées. Tailles 36 à 44, coupe: 36 à 46, moyenne; 40 à 46, élancée.

Prix courant 195 \$
En solde à

119⁹⁹

Aussi: Pantalon de taille 100% laine-flanelle unie à plis ou sans plis. Tailles 28 à 44. Couleur: brun, beige, bleu, charbon, bourgogne, noir.

Prix courant 55 \$
En solde à 39⁹⁹

SAUVÉ
TOUT POUR LUI, À BON PRIX

Léger supplément pour retouches sur vêtements en solde. Le solde se termine le 19 septembre.

• Carrefour Laval 681-9213 • Centre Laval 688-6292 • Plaza St-Hubert 6554, rue St-Hubert • 273-6392

• Galeries d'Anjou 351-6810 • Complexe Desjardins 281-1611 • Carrefour Angrignon 365-1070 • Place Ville-Marie, ouverture le 15 sept.

*Stationnement gratuit, à l'arrière du magasin, rue Châteaubriand, sur preuve d'achat.



Commission des
écoles protestantes
du Grand Montréal

The Protestant
School Board
of Greater Montreal

PROGRAMME D'ÉTUDE À TEMPS PLEIN

AGENT / AGENTE DE BUREAU

OFFERT À TOUS

OBJECTIF: DIPLÔME D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES

Apprenez les techniques de la bureautique, y compris:

- Traitement de textes
- Comptabilité / traitement de données comptables
- Chiffriers électroniques

Ce programme est offert à temps plein
à l'école secondaire Mont-Royal

Pour des renseignements supplémentaires, veuillez appeler

Mme M. McLean, au
731-2761

Commerce
international

OFFERT en

COURS
DU SOIR

- MARKETING INTERNATIONAL
- COURTAGE EN DOUANE
- DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL
- TRANSIT INTERNATIONAL
- PAIEMENT INTERNATIONAL

pour donner aux étudiants des connaissances et une formation pratique dans les techniques administratives impliquées dans le mouvement de biens, l'exécution de services et leur financement sur le plan international.

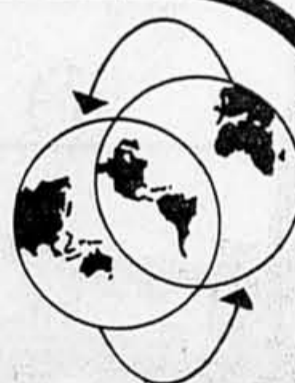
Les dirigeants des milieux des affaires, les personnes responsables des ministères à vocation économique, les directeurs des institutions financières, les économistes nous affirment tous de l'importance pour le Canada et le Québec de développer leurs marchés extérieurs. Voici une occasion d'acquiescer les connaissances et techniques de travail pour vous joindre au domaine essentiel du commerce international.

Les cours débutent la semaine du 15 sept.

Collège
O'Sullivan

POUR RENSEIGNEMENTS:
866-4622

1191, rue de la Montagne
MONTRÉAL H3G 1Z2



**LE RENO
vateur**

RONA

LES RABAIS DU TONNERRE

Scellant "Flextra"
de MULCO
Garantie 25 ans. Disponible en
clair, blanc ou ivoire. 300 mL.
687056+

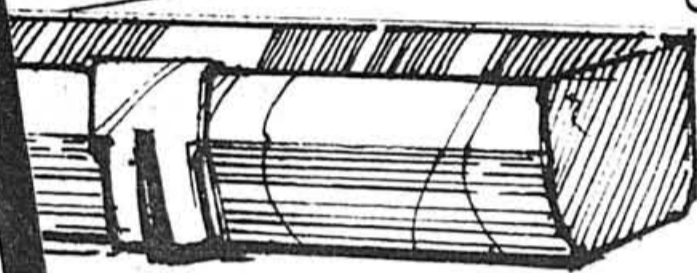
3⁹⁷



MULCO

Gouttière Snap Seal
de GSW. En vinyle blanc, facile à
installer. 3 mètres. 128056

4⁷⁷



GSW

Mousse universelle
M-5250 Sista
de HENKEL. Pour le
remplissage des cavités et
des joints. 750 mL. 573031

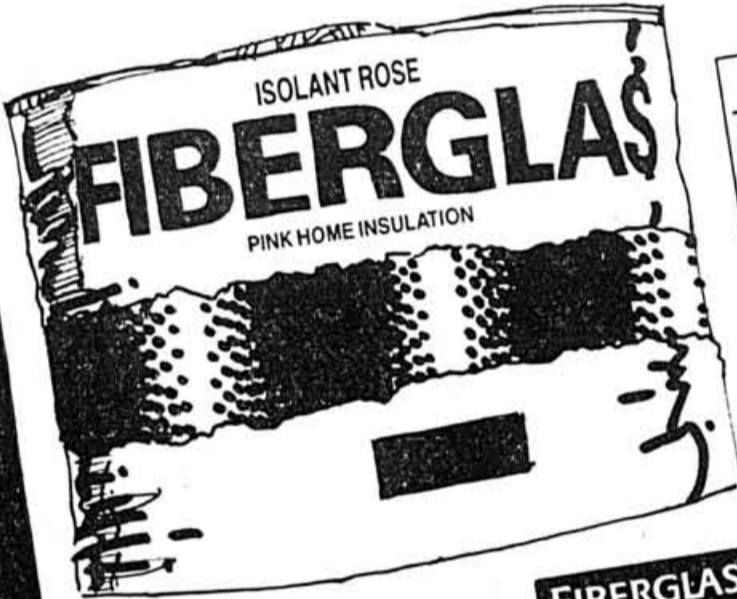
13⁸⁸



Henkel

Mini rouleau de laine
isolante
FIBERGLAS ROSE. R/12. Couvre
approx. 30' ca. 15" de large.
1533073

7⁹⁷



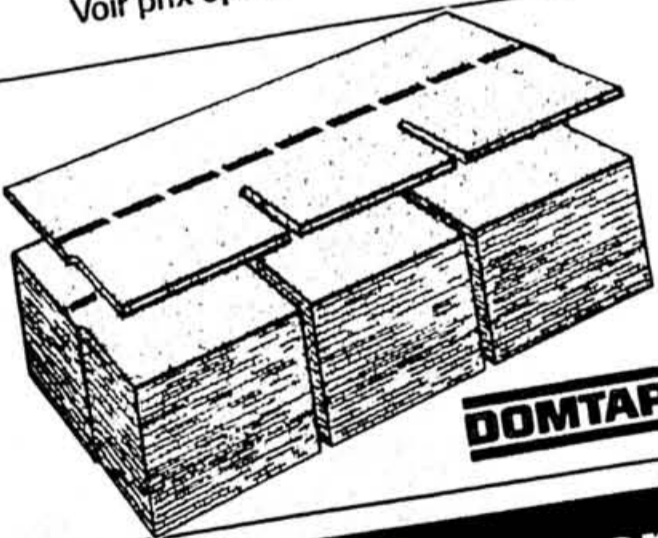
**FIBERGLAS
CANADA INC**

Plastique liquide
"Varathane"
de FLECTO. Clair lustré ou clair
satiné, 4 L. 001991+

25⁸⁸
4 L



Bardeaux d'asphalte Endura de DOMTAR
Garantie 15 ans
Voir prix spécial en magasin



DOMTAR

Tuyau noir double
Testé à 1150°C. Diamètre: 7".
longueur: 36". 944147

27⁹⁷

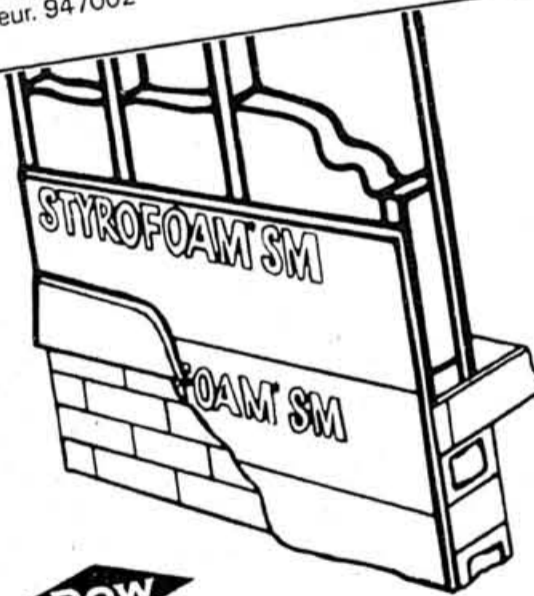


**CHEMINEES
SECURITE LTEE**

**TUYAU
NOIR
DOUBLE**

Styrofoam SM bleu
isolant rigide
Panneau de 2' x 8'. 1 1/2"
d'épaisseur. 947002

9⁹⁷



DOW

Prix "Payez et emportez"
du 7 au 19 septembre 1987

DERRIÈRE TOUT GRAND RÉNOVATEUR IL Y A

**LE RENO
vateur**

RONA

**Plus de 100 Le Rénovateur Ro-Na partout au Québec
Consultez les pages jaune pour le Rénovateur Ro-Na
le plus près de chez vous**

Les Montréalais inscrits sur les listes pourront voter, le 15 novembre

■ Les élections scolaires sur l'île de Montréal auront lieu le 15 novembre. Mais il faut être inscrit sur les listes pour pouvoir voter.

Depuis hier, et jusqu'au 13 septembre, 7450 recenseurs parcourent l'île pour inscrire les électeurs. Le Conseil scolaire de l'île de Montréal, qui chapeaute huit commissions scolaires, demande aux gens d'aller voter car «c'est s'impliquer dans son quartier, dans sa communauté».

Tout citoyen canadien peut voter s'il est inscrit sur la liste électorale de sa commission scolaire, s'il est domicilié sur le territoire de sa commission scolaire, s'il est âgé de 18 ans et plus au 15 novembre 1987. Il n'est pas nécessaire d'être parent d'enfants à l'école. Propriétaires comme locataires ont droit de vote.

Pour les élections scolaires de

1987, l'objectif de la campagne d'information, orchestrée par le Conseil scolaire de l'île, est de donner les renseignements nécessaires aux citoyens afin qu'ils puissent exercer leur droit de vote et «avoir ainsi leur mot à dire dans la gestion des commissions scolaires».

Ce sont les commissaires que les citoyens seront appelés à élire le 15 novembre. Le rôle du commissaire d'école est important car les décisions prises en assemblées publiques par les commissaires touchent l'ensemble de la population. Le commissaire doit se prononcer sur des sujets touchant les écoles de son quartier et de sa commission scolaire. Il est impliqué également dans des projets qui ont une portée sociale pour l'ensemble des citoyens.

LE COURS D'IMPÔT DE H & R BLOCK OUVERTURES POUR LES FEMMES SUR LE MONDE DES AFFAIRES

Acquérir une aptitude telle que la capacité de préparer des déclarations d'impôt est une bonne manière de faire des économies.

H & R Block Canada Inc. (no de permis 719544), l'entreprise de préparation de déclarations d'impôt la plus importante au Canada, a créé un cours de base qui commence le 16 septembre et qui offre des classes le matin, l'après-midi et le soir. Le cours est idéal pour ceux et celles qui désirent développer une aptitude pratique nouvelle ou augmenter leurs connaissances fiscales. Des compétences préalables ne sont pas nécessaires pour s'inscrire.

Dans ce cours compréhensif de culture personnelle, les classes ont lieu sur une période de 12 semaines. Un instructeur de H & R Block expérimenté guidera les étudiants par toutes les phases de la préparation d'une déclaration d'impôt. Chaque phase est couverte par des problèmes travaillés en classe, des discussions et des exercices d'entraînement, et les étudiants ont l'occasion de s'exercer à la préparation d'échantillons de déclarations. Les lois fiscales nouvelles seront expliquées.

Pour les meilleur(e)s gradué(e)s du cours, nous arrangeons des entrevues pour des emplois. Naturellement, on n'est pas obligé d'accepter un travail offert par Block et Block n'est sous aucune obligation d'en offrir. Cependant, les heures que comporte un emploi chez H & R Block peuvent attirer beaucoup de gens, en particulier les femmes. En fait, de plus en plus de femmes cherchent des emplois dans le domaine de la préparation de déclarations d'impôt.

Les frais de scolarité modestes couvrent les manuels, les fournitures et les formulaires d'impôt nécessaires pour le cours. Chaque gradué(e) reçoit une attestation d'études. Les frais du cours sont déductibles aux fins d'impôt.

Des formules d'inscription et une brochure concernant l'école d'impôt peuvent être obtenues en contactant un bureau de H & R Block à l'une des adresses suivantes. Les cours sont offerts à 21 endroits.

CENTRE-EST
722-9131

OUEST
747-6820

MTL-NORD / LAVAL
663-4811

RIVE-SUD
468-2311

RAFALE D'AUBAINES CHEZ TRÉVI N'ATTENDEZ PAS QUE LES FEUILLES TOMBENT POUR PROTÉGER VOTRE PISCINE DE L'HIVER

Ce sera bientôt le temps de préparer votre piscine extérieure à passer l'hiver. Et chez Trévi, on vous propose actuellement à prix d'aubaine tout ce qu'il vous faut pour ces préparatifs inévitables. Alors profitez-en au plus tôt!

TOILES D'HIVER POUR PISCINES

Toiles circulaires

15 pi de diamètre 26⁹⁵\$
18 pi 31⁹⁵\$
21 pi 39⁹⁵\$
24 pi 49⁹⁵\$

Toiles ovales

15 pi x 25 pi 40⁹⁵\$
15 pi x 30 pi 47⁹⁵\$

Vous trouverez également, chez Trévi, les toiles d'hiver pour tous les modèles de piscine creusée.

TROUSSE D'HIVÉRISATION 5⁹⁵\$

COUSSIN D'AIR

48 po de côté

9⁹⁵\$

POMPE SUBMERSIBLE JACUZZI

89⁹⁵\$

Depuis 15 ans!

Trévi
L'expérience par excellence

FACILITÉS DE PAIEMENT

HEURES D'OUVERTURE
LUN AU MER: 9h à 18h
JEU ET VEN: 9h à 21h
SAM: 9h à 17h

PLAN MISE DE CÔTÉ
PLAN DE FINANCEMENT BANCAIRE
CHEQUES ACCEPTÉS

VISA MASTERCARD

Faites un saut chez Trévi!

MAINTENANT 5 SUCCURSALES POUR MIEUX VOUS SERVIR

Fabreville 515, boul. Labelle 622-9801 • Ville Lemoyne 2500, boul. Taschereau 465-7701 • Châteauguay 115, boul. St-Jean-Baptiste 698-2210
St-Léonard 6852, rue Jean-Talon E. 255-7014 • Pierrefonds 13 101, boul. Gouin O. 620-8740

LE GRENIER

MODAPRIX

Prix de la compétition

~~80⁹⁹~~

MODAPRIX
LE GRENIER

59\$



MODE de qualité
À PRIX incomparables
à l'année longue!

Voilà ce que vous
trouverez chez
LE GRENIER MODAPRIX
au
970, SAINTE-CATHERINE O.
MONTREAL (en face de Simpson)

UN CHOIX IMPOSANT
VOUS ATTEND DANS
TOUTES NOS
SUCCURSALES
Venez flirter avec
notre qualité!